

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél. : 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

VENDREDI
23 AVRIL 1976

Paisible et ennuyeux

Grave et crispé, Giscard avait sonné le rassemblement des droites, après la déculottée des cantonales. Un mois plus tard, le président a retrouvé un visage « paisible et réfléchi ». Intervenant dans un contexte aggravé de crise économique — la timide reprise masquant mal la persistance du chômage et de l'inflation — et de crise politique — l'ampleur du mouvement étudiant révélant la fragilité d'un gouvernement minoritaire — Giscard s'est permis le langage du cynisme.

Dans des réponses vides de contenu, il a affiché un optimisme inébranlable : « l'érosion de la majorité a été plus fiable que dans d'autres pays d'Europe » et « le grand événement de l'année c'est la reprise économique ». Tout un programme que la droite lui avait pourtant prié de préciser. Giscard a simplement déclaré qu'il y travaillait le week-end, au coin du feu...

Aux étudiants qui luttent contre la réforme Soisson il a répondu par l'intransigeance, en pariant, avec les journalistes, que la réforme serait rapidement appliquée. Aux immigrés en lutte depuis quinze mois contre l'augmentation des loyers, il a répondu par l'insolence en justifiant l'expulsion de seize d'entre eux, délégués des comités de grève. A Roland Agret, en train de mourir dans sa prison, il a répondu par le mépris en soulignant que sa grève de la faim n'était pas justifiée.

Le plus grave, dans ce déluge de paternalisme, c'est que les partis de gauche laissent ainsi un président désavoué bavarder sur le dos des travailleurs. Au lieu de tracer la voie d'une offensive victorieuse contre un régime condamné.

Pierre Julien

ET PENDANT QUE GISCARD N'EN PARLAIT PAS...

étudiants

• Manifestation nationale

à 17 h à la Bastille

LIRE PAGE 5 ET 6

cheminots

• La gare d'Epinal bloquée

Depuis hier matin, à 4 heures, aucun train ne peut ni rentrer en gare d'Epinal ni en sortir. Une grève de 24 Heures reconductibles a été en effet lancée par la CGT, la CFDT, la CFTC, FO et le comité de grève. La majorité du personnel est en grève, bien décidée à s'opposer au projet de la direction de la SNCF de supprimer 44 emplois qui affectent le service des manœuvres. Pour s'opposer aux déplacements et aux mutations arbitraires, les cheminots occupent les postes-clés de la gare. Ils ont placé des wagons sur les voies, empêchant ainsi toute circulation à l'intérieur de la gare.

Face à cette grève combative, la direction régionale de Nancy, jusqu'à présent, a hésité à employer la force pour évacuer les grévistes et le matériel qui obstrue les voies. Depuis hier matin, les trains de voyageurs à destination d'Epinal sont arrêtés aux gares avoisinantes et les voyageurs sont transportés par autocars jusqu'à destination. Les trains de marchandises sont pour la plupart supprimés. Une assemblée générale devait se réunir hier soir pour décider de la poursuite de l'action.

Correspondant Epinal

soldats

• Huit comités appellent au 1^{er} Mai.

Nous avons reçu l'appel suivant, lancé par huit comités de soldats. Il survient cinq mois, presque jour pour jour après le déclenchement de l'offensive répressive du gouvernement contre le mouvement des soldats. Il atteste l'échec de cette répression et montre la volonté inébranlable des soldats de se ranger au côté des travailleurs, au coude à coude dans la lutte.

« Le 1^{er} Mai est la fête internationale des travailleurs. Depuis plusieurs années déjà, des soldats ont tenu à affirmer leur solidarité par leur présence dans les manifestations ouvrières. Cette année, à nouveau, nous appelons les soldats, marins, aviateurs, à manifester massivement dans les cortèges syndicaux, pour affirmer leur solidarité de combat avec les travailleurs et défendre leurs propres revendications :

— arrêt immédiat de la répression et dissolution et dissolution de la sécurité militaire

— liberté d'organisation dans les casernes et les bases

— conditions de vie décentes pour les appelés et engagés

TOUS DANS LA RUE LE 1^{er} MAI !

SOLDAT, SOUS L'UNIFORME, TU RESTES UN TRAVAILLEUR !

75° RI de Valence, 2ème RA d'Orléans, 25ème RA de Thionville, 5ème RD de Tübingen, 24ème GCM de Tübingen, 613ème CI de Tübingen, 405ème BCS de Tübingen, 8ème GCM de Saarbùrg.

immigrés

• Demain manifestation unitaire de riposte aux expulsions des délégués des foyers Sonacotra

LIRE PAGE 7

EDGARDO ENRIQUEZ ARRETE EN ARGENTINE !

Edgardo Enriquez, membre du bureau politique du MIR chilien, frère de Miguel Enriquez, a été arrêté le 10 avril à Buenos-Aires, en compagnie de la brésilienne Regina Marcandez. Les silences absolus que les militaires argentins ont cherché à faire autour de cette nouvelle est révélatrice de leurs intentions. Ils peuvent chercher à la liquider discrètement, à moins qu'ils ne préfèrent laisser leurs compères chiliens s'occuper de lui. Rappelons que Jorge Fuentes, membre du Comité central du MIR arrêté en juin 1975 au

Paraguay fut remis à la police argentine qui le livra aux militaires chiliens. Afreusement torturé, il est toujours emprisonné.

Pascal Allende, secrétaire général du MIR, fera jeudi soir un communiqué officiel depuis le Costa-Rica.

Nous apprenons d'autre part que 20 chiliens et boliviens vont être expulsés d'Argentine pour « violation des dispositions sur l'immigration (disposiciones migratorias) ».



« AVEC NOUS SUR BOSTON ! »

A deux reprises déjà, le 14 décembre 1974 et le 17 mai 1975, des milliers de personnes ont manifesté à Boston pour défendre le *busing* et exiger la fin des violences racistes.

Mais il semble que cette fois, la marche organisée sur Boston, le 24 avril, soit en passe de devenir l'une des plus importantes manifestations du Mouvement noir et de ses alliés de ces dernières années. Des centaines de leaders noirs, de militants anti-racistes renommés, d'organisations politiques, sociales et culturelles se sont joints à l'appel.

La manifestation a reçu le soutien de la principale centrale syndicale, l'AFL-CIO qui, après avoir dénoncé les forces racistes opposées au *busing* « infiltrées, si ce n'est dirigées par des proches du Ku-Klux-Klan et du Parti nazi », appelle ses fédérations à « éduquer leurs membres à l'importance du combat pour la déségrégation » et à les mobiliser « pour qu'ils participent à cette manifestation en témoignage de solidarité du mouvement ouvrier envers le mouvement noir, alliés depuis longtemps dans la lutte pour la justice humaine et l'égalité économique et sociale. »

A l'initiative de cette manifestation, la « National Student Coalition Against Racism » (NSCAR) - Coalition nationale des étudiants contre le racisme - qui s'est formée au début de l'année 75, à Boston, lors d'une rencontre nationale de 2 000 militants, Noirs et Blancs, venus de l'ensemble du pays. La NSCAR a des représentants dans la plupart des grandes villes et travaille en liaison avec les dirigeants reconnus du Mouvement noir et du Mouvement ouvrier, pour s'opposer efficacement aux offensives.

Le Socialist Worker's Party (SWP) et la Young Socialist Alliance (YSA), deux organisations trotskistes américaines, ont investi l'ensemble de leurs forces afin de favoriser la réussite de cette manifestation, comme elles l'avaient fait pour les deux précédentes.

Nan Bailey, dirigeante noire de la Young Socialist Alliance, a répondu à quelques questions concernant le *busing*.

LIRE PAGE 12

PORTUGAL

L'EXTREME-GAUCHE DANS LA BATAILLE ELECTORALE

De notre envoyé spécial
Charles Michaloux
Lisbonne, le 22 avril,

Huit organisations qui se définissent de la gauche du Parti socialiste et surtout du Parti communiste sont officiellement candidates dans les élections du 25 avril 1976 à l'Assemblée de la République portugaise.

Huit : ni plus ni moins ; imagine-t-on le casse-tête pour le travailleur critique à l'égard de la politique suivie par le PS et le PCP et qui se retrouve devant cette foison de proclamations révolutionnaires, peu familiarisés avec leurs particularités respectives et qui cherche pourtant à distinguer celle qui correspond le mieux à son propre jugement ? A première vue c'est pratiquement impossible pour qui ne lit pas attentivement les manifestes, n'épluche pas la presse, ne met pas les déclarations d'intention face à face avec les actions présentes et passées. Cette prolifération accentue la détérioration du crédit de l'extrême-gauche, déjà largement entamé après le 25 novembre. Elle est surtout le reflet d'une extraordinaire faiblesse politique globale, rançon de 48 années de régime corporatiste imposant le silence au mouvement ouvrier portugais, pour laquelle la plupart des organisations continuent à payer leur quote-part de sectarisme, d'absence de préoccupations vis-à-vis des aspirations unitaires des travailleurs et leur véritable angoisse face à la division de leurs propres rangs. Pris ensemble, militants et sympathisants

des organisations d'extrême-gauche représentent une force, que l'absence de collaboration régulière dans les combats concrets engluie le plus souvent dans la paralysie et la satisfaction faciles de défendre la « ligne juste ». La proposition d'une candidature unitaire dans ces élections, adressée par la Ligue communiste internationaliste au MES (Mouvement de la gauche socialiste) à l'UDP (Union démocratique populaire) et au FSP (Front socialiste populaire) et à l'ensemble des organisations ouvrières s'est heurtée à l'indifférence. C'est de la même manière qu'avorta la tentative d'accord MES-FSP-UDP-PRP. Dans le royaume de la « Divergence de principe », l'unité ne peut être que de base. L'accord au sommet (entre « cupulos », c'est-à-dire entre chapelles, dit-on avec mépris ici) c'est déjà la capitulation, quel qu'en soit le terrain. Et la malheureuse expérience du Front d'unité révolutionnaire de cet été ne contribue évidemment pas à surmonter cette situation. C'est donc la vie qui tranche du destin des organisations. Presque jamais l'unité d'action, jamais le débat politique et fraternel. C'est elle aussi qui pousse des militants exemplaires et de plus en plus nombreux à prendre du recul par rapport aux deux années d'activisme passé. Les différences existent donc, aiguës par le contexte particulier de cette campagne électorale.

Nous traiterons aujourd'hui la campagne des différentes sectes maoïstes et reviendront demain sur la campagne des principales organisations de l'extrême-gauche.

LES SECTES MAOISTES

Il n'est pas exagéré de dire que certaines organisations qui se réclament du maoïsme orthodoxe comme le Parti communiste du Portugal (marxiste-léniniste) et son appendice l'Alliance ouvrière et paysanne (AOC) - Front national démocratique, ou le Mouvement pour la réorganisation du Proletariat

(MRPP) ont quasiment pour fonction exclusive de faire campagne contre le Parti communiste, « social-fasciste » pour le MRPP, « nazi-cunhaliste » pour l'AOC. Le PCP (ml) grâce à une astuce juridique - astuce grossière, mais que le Conseil de la Révolution n'a pas vue, lui qui a pourtant suspendu la LCI - a doublé son temps de parole à la radio et à la télévision en présentant aussi les listes de l'AOC pour lesquelles il appelle à voter maintenant, utilise ses émissions et celles de l'AOC pour dénoncer la « menace de l'invasion russe » et de son représentant au Portugal, « la cinquième colonne du parti nazi de Cunhal ».

E. Vilar, « Secrétaire général du Parti communiste du Portugal-ml » et « défenseur intransigeant du stalinisme et du socialisme scientifique » montre comment, pour lui, la question est vite réglée : « Le choix est entre le social-fascisme et la démocratie bourgeoise ». Il appuie donc la dernière contre la première, partout, y compris dans les syndicats où le peu de militants du PCP-ml sont copains comme cochons avec les jaunes du PPD. Lamentable aberration d'un groupuscule qui ne subsiste que grâce à l'appui officiel de Pékin... Le PCP-ml présente de grandes cartes du monde (avec zoom sur le Portugal) noircies de flèches belliqueuses indiquant le déplacement inquiétant des sous-marins soviétiques. La bourgeoisie portugaise, grande ou petite, n'a pas à se plaindre de ces « marxistes-léninistes ». Le MRPP y va également de son couplet et son secrétaire général Arnaldo Matos salue à la télévision la juste révolte des paysans du Nord qui se sont soulevés cet été « contre la mainmise social-fasciste ». Et à maintes fois les militants du MRPP ont fait le coup de poing et le coup de feu contre les locaux du PCP et les membres du PCP et des organisations d'extrême-gauche, au coude à coude avec les commandos fascistes des caciques du Nord, liés à Spínola.

A l'heure où la droite portugaise tente de consolider sur le plan électoral les positions acquises lors du 25 novembre, ce type de propagande purement anti-communiste, ne permet en aucune mesure de la combattre et ne fait que stimuler la confusion politique dans les rangs des travailleurs critiques face à la politique des partis réformistes.

ITALIE

Le Président de la République Leone, le Premier ministre Aldo Moro et le ministre des Affaires étrangères Rumor ont-ils perçus des pots-de-vin de Lockheed ?

Le secrétaire de la Démocratie-chrétienne, B. Zaccagnini a terminé jeudi soir ses entretiens avec Enrico Berlinguer et la délégation du PCI. Aucune indication n'a été donnée à l'issue de la rencontre sur son résultat. La direction de la DC et la direction du PCI doivent se réunir demain matin pour tirer les conclusions de ces entretiens.

Un nouveau scandale vient de ternir l'étoile de la Démocratie-chrétienne et semble devoir accélérer sa sortie. On sait que la firme américaine Lockheed avait généreusement arrosé des hommes politiques et des industriels italiens. Une commission d'enquête parlementaire est chargée depuis plusieurs semaines de faire le point sur cette affaire de corruption qui s'ajoute à beaucoup d'autres.

Il semble en effet que dans le dossier de correspondance arrivé d'Amérique, pour le travail de la commission parlementaire italienne, le

nom de « Antelope Cobler », bénéficiaire de la « générosité » de Lockheed, cache un ancien premier ministre. Or la correspondance en question couvre la période 1965/1969 au cours de laquelle l'Italie a eu trois premiers ministres : Aldo Moro, Giovanni Leone, et Mariano Rumor.

Cette révélation s'ajoute à l'annonce faite ce matin que la firme américaine ITT aurait également versé des pots-de-vin à des fonctionnaires italiens pour obtenir des allègements fiscaux. Ainsi, les hommes politiques aux postes les plus élevés sont maintenant touchés par le scandale des « bustarelle » (pots-de-vin) enlevant toute crédibilité - s'il en restait - à un gouvernement dont les membres semblent plus aptes à se remplir les poches qu'à diriger le pays.

Cela ne fait que renforcer l'hypothèse de la dissolution rapide des chambres et d'une victoire de la gauche aux élections anticipées.



TRIBUNE Internationale

Ligue Communiste Internationaliste

UN GOUVERNEMENT QUI SOIT CELUI DES TRAVAILLEURS

Pour faire passer le 25 novembre des casernes aux usines et aux coopératives agricoles, les partis de la bourgeoisie souhaitent un appareil d'Etat fort, un gouvernement avec les pleins pouvoirs, capable de s'opposer aux revendications et de limiter les droits démocratiques des travailleurs. Les partis de la bourgeoisie, avec les élections à l'assemblée de la République, veulent obtenir d'une manière « légale » le droit à l'oppression et à l'exploitation. Face à cette offensive de la bourgeoisie, que font les partis majoritaires des travailleurs, le PC et le PS ? Ils signent un pacte avec cette bourgeoisie.

Mais toute l'expérience de ces dernières années montre que le chemin était tout tracé, que nos conquêtes ont été arrachées par la lutte, par la mobilisation de tous les travailleurs et toutes ces luttes, toutes ces mobilisations ne sont-elles pas le fruit d'affrontements avec les patrons, avec la bourgeoisie, avec la hiérarchie militaire ?

La Ligue communiste internationaliste pense que c'est dans cette voie qu'il faut continuer. C'est avec l'unité de tous les travailleurs contre tous les exploités qu'il faut compter.

Les travailleurs n'ont rien à voir avec leurs patrons et leurs généraux. Ce que veulent les travailleurs, c'est un gouvernement qui défende leurs intérêts, garantisse leurs droits, un gouvernement qui soit le leur.

Et quand les travailleurs votent pour le Parti communiste et le Parti socialiste, ils ne votent pas pour le retour des Champalimaud ou pour la hiérarchie militaire.

Un gouvernement des travailleurs, ce serait un gouvernement qui s'appuierait sur les mobilisations des travailleurs, appliquerait un plan de lutte élaboré par eux, par leurs organisations et notamment par un congrès démocratique de tous les syndicats.

C'est cette voie qu'il faut emprunter. C'est dans cette voie que doivent s'engager les partis ouvriers majoritaires. Le PC et le PS doivent déchirer le pacte, rompre avec la bourgeoisie, avec les patrons, les généraux et les institutions répressives (la PSP et la GNR) et former un gouvernement chargé d'appliquer un plan de lutte élaboré par le congrès démocratique de tous les syndicats.

C'est la voie de l'indépendance et de l'unité de la classe ouvrière, c'est la voie que, tout au long de cette campagne, la Ligue communiste internationaliste a tenté de montrer, malgré la censure du Conseil de la « révolution ». C'est cette voie que refusent d'emprunter les partis ouvriers majoritaires, c'est ce qui justifie pleinement la candidature des marxistes-révolutionnaires.

Ligue communiste internationaliste (organisation sympathisante de la IVème Internationale).

URSS

Djemilev arrête sa grève de la faim

Après sa condamnation arbitraire à deux ans et demi de camps à régime sévère, Djemilev a décidé d'arrêter la grève de la faim qu'il tenait depuis 10 mois. Il ne pesait plus que 35 kg, et restera mutilé à vie, certains de ses organes étant atrophiés. Mais cette décision témoigne du fait que Djemilev veut vivre et continuer à lutter pour sa libération et le retour de son peuple en Crimée.

Une large campagne de solidarité avec Djemilev se développe en URSS. Une pétition signée par 368 Tatars d'Ouzbékistan a été adressée au Présidium du Soviet suprême comme réponse. Ceux-ci ont reçu des tracts anonymes qualifiant Djemilev de « laquais des espions Sakharov et Grigorenko ». La signature de ce dernier figure sur une pétition de dissidents adressée à la Fédération mondiale des juristes, et demandant de « prendre la défense de Djemilev condamné à sa perte de façon arbitraire. La mère de Djemilev lance également un appel aux femmes du monde, leur demandant de « l'aider à sauver son fils condamné du fait de l'amour de son peuple ».

CONGRES « ANTI-OUTSPAN » A PARIS

LA COLLUSION FRANCE/AFRIQUE DU SUD EN ACCUSATION

Les victoires des mouvements de libération en Angola et au Mozambique ont remis en question le fragile équilibre politique instauré en Afrique australe, tant par les gouvernements néo-coloniaux que par les bourgeoisies internationales.

Une situation qui, pour eux, se dégrade. C'est le cas pour la Rhodésie, « zone-tampon » entre les Etats noirs indépendants et le régime Vorster. Mais c'est aussi, dans des proportions moindres, le cas pour l'Afrique du Sud. Car la remise en question de l'apartheid n'est plus seulement extérieure. Elle prend appui sur les luttes des travailleurs noirs dont les grèves massives de 73 à 75 dans le Natal (100 000 travailleurs de tous secteurs) ou au Transvaal, sont le plus vivant exemple.

Mais depuis la victoire du MPLA, de nombreux signes inquiétants pour le régime raciste apparaissent, que ce soit sous la poussée des masses noires, la dénonciation de la politique des « bantoustans », le réveil de secteurs des églises remettant concrètement en

cause la ségrégation sociale, la recrudescence et l'écho des luttes des nationalistes de l'ANC d'Afrique du Sud ou du SWAPO en Namibie. Ceci dit, le régime d'Afrique du Sud n'est pas celui de la Rhodésie et représente à l'évidence une force politique, économique et militaire de toute première importance. En dénoncer le seul aspect racial même s'il est le plus révoltant, reste largement insuffisant car c'est esquiver une analyse extrêmement complexe tant de sa structure économique, de ses potentialités que de ses rapports avec les bourgeoisies européennes, sa fonction dans le système impérialiste mondial.

Et en ce domaine nous sommes particulièrement concernés vu l'étroite et large coopération instaurée de longue date entre la bourgeoisie française et sud-africaine.

Du marché des armes à la livraison d'uranium, de l'échange d'experts aux investissements multiformes, du soutien diplomatique à la coopération commerciale, l'Afrique du Sud a

toujours rencontré à Paris un régime intéressé et compréhensif.

Les oranges Outspan, ce sont celles que nous trouvons sur nos marchés à des prix plus bas que celles d'Espagne ou d'Israël. Une différence derrière laquelle se cache l'exploitation scandaleuse des travailleurs des plantations... un exemple parmi d'autres mais qui a le mérite de sensibiliser concrètement l'opinion publique sur ce qu'est le système d'apartheid.

Réunis dans la « campagne anti-Outspan », un certain nombre d'organisations (1) ont décidé de lancer une grande campagne d'information, notamment pour l'été prochain. Ce Congrès a donc pour fonction, tant au niveau national qu'international, de procéder à des échanges d'expériences, de définir des axes de lutte et des moyens d'action.

F. Tenaille

(1) ASTI, Artisans du Monde, BIAA, CEDETIM, CIMADE, CNAFF, MARC, MCP, MDPL, MAN, MOSCAGAM, PSU, Révolution Afrique, UGTSAF, UNECAS...

SAHARA OCCIDENTAL

MASSACRES TORTURES ET EXODE MASSIF

Le 19 avril, dans un memorandum sur la situation au Sahara occidental adressé à l'ONU, l'OUA, la CEE..., le secrétaire général du Front Polisario, M. El Oualp, a stigmatisé la « propagande mensongère marocomaauritanienne » qui ne peut plus « camoufler l'invasion d'un territoire indépendant et souverain et le génocide de son peuple ».

Si l'occupation effectuée avant-hier par les forces armées royales marocaines de Guelta-Zemmour devait être confirmée dans les heures qui viennent, la situation au Sahara occidental deviendrait très préoccupante.

Le 4 avril, la Mauritanie annexe 150 000 km². Ainsi les forces de Nouakchott s'approprient un tiers du Sud du pays. Les guerilleros du Front Polisario sont chassés du Rio de Oro.

Le 12, le Maroc crée une nouvelle province à Saguiet-el-Hamra (Sahara) et le 14 un accord à Rabat est conclu sur les frontières des territoires annexés, entre le Maroc et la Mauritanie.

En quelques jours, le peuple Sahraoui est devenu un peuple de réfugiés. Chaque occupation de ville est accompagnée d'ignobles

massacres et de tortures, entraînant un exode massif des sahraouis vers les zones contrôlées par le Front Polisario. Dernièrement, une vaste opération de transfert de population était effectuée vers Guelta Zemmour et Tindouf, places fortes du Front.

Le soutien total et international aux masses sahraouies en lutte contre les troupes maroco-mauritaniennes et pour leur indépendance est une nécessité urgente.

H. Vega

BRESIL : LE DICTATEUR GEISEL A PARIS

1/ UN NOUVEAU TOURNANT A DROITE DU REGIME

Les récentes cassations des trois députés de l'aile « authentique » du MDB s'inscrivent dans le cadre du tournant à droite évident du gouvernement bonapartiste de Geisel, qui a commencé au premier trimestre de 1975 avec la répression des travailleurs, étudiants, dirigeants syndicaux et militants ou dirigeants du Parti communiste brésilien...

Elles illustrent la contre-offensive des secteurs les plus ultra-droitières du gouvernement, qui avaient été momentanément neutralisés, après les mobilisations qui suivirent l'assassinat du journaliste Vladimir Herzog (mort sous la torture dans les locaux de la police de Sao Paulo) et la mort de l'ouvrier Manoel Fiel Filho dans les geôles de la dictature. Ces secteurs voient dans la répression de toute forme autorisée d'opposition et de toute mobilisation du mouvement de masse la seule manière d'assurer la continuité du régime actuel...

Le pays vit encore une étape de la contre-révolution, ouverte en 1964 et intensifiée à partir de 1969 avec la répression violente déclenchée contre les ouvriers, les paysans, les étudiants et les intellectuels progressistes, par l'imposition de l'Acte Institutionnel n° 5 (passé en 1968 et qui établit l'arbitraire total du pouvoir exécutif), du décret-loi 477 (interdisant toute activité politique dans les écoles et les universités), l'instauration de la peine de mort...

Cependant, la courbe commence déjà à décliner et la situation à changer en faveur des classes exploitées. Encore atomisées, les luttes de la classe ouvrière commencent à se multiplier, surtout à travers les grèves et les « opérations tortues » (forme de lutte instaurée par les travailleurs qui consiste à ralentir le rythme de travail), attaques d'installation d'usine et destruction de trains, pour protester contre les salaires de famine et les misérables conditions de vie et de travail. Dans la lutte contre les patrons et la bureaucratie syndicale jaune (les « pelegos »), des mouvements importants d'opposition syndicale com-

mencent à se développer dans les centres les plus importants du pays.

D'autre part, le mécontentement des secteurs moyens trouve les formes les plus diverses d'expression. Soit par le vote massif contre le gouvernement lors des élections parlementaires, soit par la réanimation du Mouvement étudiant, secteur qui a reçu un très large écho national pour ses luttes contre la dictature militaire, soit par la mobilisation de catégories professionnelles comme les journalistes, lors de l'assassinat de Vladimir Herzog et l'emprisonnement d'un grand nombre de leurs collègues.

Et les secteurs des petites et moyennes entreprises, qui, pendant de nombreuses années se sont contentées des miettes du « miracle économique », frappées aujourd'hui par la crise économique, menacées dans leur survie par l'impérialisme et la grande bourgeoisie, commencent timidement à protester à travers leurs associations ou leurs organisations ou à travers le MDB...

Les cassations de mandats parlementaires - cinq au cours des 3 derniers mois - montrent encore une fois la faillite de l'opposition autorisée, qui est incapable de se constituer comme alternative au régime militaire, et contribue à détruire les illusions de tous ceux qui voyaient dans le MDB le canal à travers lequel serait créé un parti populaire, croyant à la possibilité de le réformer de l'intérieur, de faire pression pour éliminer ses directions bourgeoises...

Et, devant la farce du Parlement bourgeois et la caricature des élections tolérées par la bourgeoisie, nous devons être conscients de la nécessité de renverser la dictature et toute sa législation répressive. D'où l'importance de la conquête révolutionnaire d'une Assemblée constituante où le peuple brésilien, les travailleurs, paysans, étudiants et intellectuels éliront librement leurs représentants politiques, dans des conditions de liberté la plus large et avec la participation de leurs authentiques partis politiques...

TRIBUNE Internationale

PAKISTAN : LE BALOUTCHISTAN INSURGE

Le procès des principaux dirigeants du Parti national awani (NAP) et des leaders baloutches (Khair Buksh Marri et Ataulah Mengal), devant un tribunal spécial réuni à Hyderabad depuis le jeudi 22 avril, illustre le développement de la crise du régime corrompu de M Buttho et l'impasse militaire dans laquelle le pouvoir est engagé.

La destitution en 1973 des gouvernements NAP des provinces autonomes du Baloutchistan et du Pakhtunistan par le gouvernement central a en pour conséquence le déclenchement d'une insurrection armée contre le pouvoir central. Limitée au départ à quelques tribus (Marri, Mengal), la guérilla s'est étendue à partir de la fin 1975, à la quasi-totalité des régions du Baloutchistan (Makran, Chagai, etc.). Les bombardements intensifs auxquels sont soumis les populations, la déportation de celle-ci dans des camps (+ de 10 000), les tortures et les exécutions massives ont montré à la population baloutche ce qu'elle pouvait attendre d'un pouvoir qui se veut « islamique et progressiste ». Après les populations nomades, la jeunesse baloutche des villes ainsi que la masse des petits paysans a rejoint la guérilla dirigée par le Front populaire de libération du Baloutchistan, mouvement profondément original, d'orientation explicitement marxiste, et qui a été formé au sein des tribus par une rencontre d'éléments jeunes venus des villes et d'éléments auto-didactes ayant évolués politiquement dans le milieu baloutche traditionnel. Le gouvernement tente depuis toujours de cacher sa politique fasciste en affirmant que des féodaux « Sardars réactionnaires », manipulés de pauvres « paysans illettrés ». Or ce sont précisément des chefs féodaux comme le Khan de Kalat ou Akbar Bugti qui ont de tout temps cherché à négocier ou clairement collaboré avec Islamabad. Dans la majorité des tribus, les chefs sont traditionnellement élus et révocables et n'accaparent pas de surplus social au demeurant quasi-inexistant. De plus les structures communautaires « primitives », alliées à la démocratie instaurée dans les tribus, sont les meilleures bases du BPLF dans sa politique visant à la transformation des structures sociales au Baloutchistan et au Pakistan. Ce mouvement a d'ailleurs vite rassemblé autour de lui les paysans en révolte contre leurs Sardars et les intellectuels. Plus de 100 000 hommes de l'armée pakistanaise occupent aujourd'hui le Baloutchistan, encadrés par des instructeurs iraniens, américains et chinois. L'importance stratégique du Baloutchistan (sur les rives de l'Océan indien et proche du détroit de Bab El Mandeb), son importance économique (pétrole), le danger enfin qu'il représente pour la politique intérieure d'un pays lié au CENTO, créent une menace que ne peuvent accepter les puissances occidentales. Ne recevant aucune aide étrangère, la guérilla baloutche ne peut compter que sur ses propres forces. Ses objectifs internationalistes sont cependant clairs : « ...Nous pensons que le prochain centre de conflit en Asie, après le Vietnam et le Cambodge, sera la province pakistanaise du Baloutchistan... nous considérons le Baloutchistan et Oman comme deux maillons faibles de la chaîne impérialiste dans cette partie du monde » a répété à plusieurs reprises le BPLF, lorsqu'on sait enfin que ce mouvement vise à l'instauration du socialisme au Pakistan, on voit ce que la situation peut avoir de déterminante pour l'avenir du sous-continent indien.

COMITE DE SOUTIEN AU PEUPLE BALOUTCHE
Pour prendre contact avec le comité, écrire au CEDETIM, 94, rue Notre-Dame des Champs Paris VI.

LES NOTRES

Notre camarade Ezio Ferrero est mort le 14 mars dans un accident de voiture à Milan. Tragiquement car c'est une mort absurde qu'un révolutionnaire aurait préféré trouver au combat.

Dès le début de sa vie consciente Ezio a été communiste. Adhérent très jeune à la Fédération des Jeunesses communistes italiennes, il se retrouve à l'Université de Moscou pour toute la durée de ses études. Il aimera passionnément ce pays autant qu'il haïra sa bureaucratie despotique. Et c'est à partir de l'expérience de ce socialisme-là qu'Ezio se rapproche de la IV^e Internationale, à laquelle il adhère en 1961. A partir de ce moment toute sa vie sera tendue vers un but unique : la révolution. Jusqu'à sa mort Ezio militera activement au sein des GCR (Gruppi Comunisti Rivoluzionari), tant au niveau local qu'à l'échelle nationale, où son énergie et sa lucidité l'amènent à diverses responsabilités. Mais en internationaliste conséquent il consacra une grande partie de son travail à l'activité de la IV^e Internationale en direction de l'URSS et des pays de l'Est. Sa grande connaissance de ces pays, sa finesse d'analyse, nous aidèrent considérablement à comprendre les mutations à l'oeuvre en Europe de l'Est. Et les nombreux articles qu'il signait Ettore Salvini, dans *Inprecor*, restent pour nous des ouvrages de référence. Sa disparition nous laisse un peu seuls.

Ezio n'aura vu le monde changer de base, mais c'est grâce à des militants de sa trempe que ce rêve là vivra plus qu'un espoir.

C'était un révolutionnaire, c'était un ami.

S.B.

La conférence de presse de Giscard

LE PRESIDENT REFLECHIT...

« Vague de pessimisme » titrait « France-soir » avant la conférence de presse. Giscard, lui, est optimiste : « C'est en France, bien que nous ayons traversé une crise forte, que finalement l'érosion de la majorité a été la plus faible ». Avenu, finalement que le gouvernement est minoritaire puisque 51 % moins quelque chose, c'est forcément la minorité ! Qu'à cela ne tienne : « Je suis là jusqu'en 1981 » a souligné le président avant de préciser que les élections législatives auraient lieu à leur date normale et qu'en cas de victoire de la Gauche, ils appliqueraient fidèlement la Constitution. C'est à dire qu'il ne démissionnerait pas.

Interrogé ensuite sur la situation économique et sociale, Giscard s'est permis d'affirmer que « l'événement le plus important des derniers mois, c'est la reprise économique ». Evénement dont 1 300 000 chômeurs ne se sont guère aperçus. Et pour favoriser cette reprise, le président a lancé un appel à la modération des revendications dans le but d'éviter l'inflation. Ce que seront sûrement contents d'entendre les travailleurs qui, depuis le début de l'année, ont vu les prix grimper de 3,1 %.

Evitant les questions gênantes sur Lip — « l'entreprise doit faire face à ses problèmes, dans le cadre

des responsabilités de ses dirigeants et compte tenu de nos procédures normales » — et sur Agret — « Une commission, en début de semaine prochaine, donnera un avis de fonction duquel le Garde des Sceaux saisira la Cour de Cassation » — Giscard a quand même osé justifier l'expulsion des 16 délégués des foyers Sonacotra en grève par les « violences et les désordres sur ceux qui travaillent à côté des travailleurs immigrés ».

Enfin, il a répondu sur le problème de la réforme Soisson. Sèchement : « Il n'y a, en aucune manière, matière à revenir sur la réforme du second cycle ». Le président a même pris les paris « qu'à la fin de l'année prochaine, dans les universités dont les présidents ont voté ou se sont prononcés contre cette réforme », elle serait appliquée. Voilà qui définit mieux que tout la volonté de « décrispation » de nouveau affichée par Giscard qui a réclamé, pour que la démocratie puisse être « paisible et réfléchie », « un certain consensus économique et social entre les français ».

Au-dessus de la mêlée, la conférence de presse semblait avoir pour but essentiel d'afficher une présence plutôt que d'exprimer une politique. A la droite qui le pressait



dans ses colonnes, d'expliquer ses objectifs, Giscard a répondu qu'il réfléchissait beaucoup et qu'il travaillait le week-end, à la rédaction d'un « document de 70 pages sur les problèmes concernant la transformation économique et sociale de la société française ». Et à un journaliste qui l'interrogeait sur l'évolution du Parti communiste, il s'est payé le luxe d'une leçon de marxisme pour démontrer que l'abandon de la dictature du prolétariat était incompatible avec le maintien d'une perspective de lutte des classes.

Mais où se croit donc le président ?

P. J.

1er MAI 1976

Les travailleurs défient l'Europe du capital

Jeudi 29 avril à 20 h30
MEETING A LA MUTUALITE

Organisé par les Fédérations de la région parisienne de la LCR

ROUEN

Profitant de la préparation de leur meeting du 24 avril, les fascistes multiplient les attaques de commando à Rouen. Hier matin, ils ont agressé les élèves du Lycée Flaubert et blessé une lycéenne avant d'être mis en fuite par une centaine d'élèves. Après cette agression, les lycéens et collégiens se sont mis en grève. Ils furent rejoints dans l'après-midi par les sections syndicales : SGEN-CFDT, SNEPT-CGT

et une partie des enseignants du SNES (notamment les militants de EE et du F.U.O.). Les trois sections syndicales ont envoyé une lettre à Lecanuet demandant la dissolution des groupes fascistes.

En début d'après-midi, les fascistes voulurent retenter la même opération au lycée des Bruyères, mais devant la mobilisation des lycéens, ils ne purent approcher.

TOULON :

Mobilisations contre

le meeting fasciste

Après avoir multiplié les attentats racistes, les fascistes lancent aujourd'hui, un défi ouvert au mouvement ouvrier varois. PFN et Front de la Jeunesse appellent, pour le samedi 24 avril, à rassemblement anti-communiste à Toulon. D'ores et déjà, ils ont recouvert les murs de la ville d'affiches et attaqué la librairie de la Renaissance (PCF). Mercredi matin, les ouvriers de l'arsenal en lutte se sont rendus à la préfecture afin de protester. Les techniciens des PTT, la CGT, la CFDT, le PS et le PC et les organisations de résistance ont réagi en tenant un rassemblement devant la

librairie et en exigeant l'interdiction du meeting fasciste. Les étudiants en lutte ont voté une motion allant dans le même sens. Il faut signaler que le maire de Toulon, Arreckx, républicain indépendant de fraîche date, s'est signalé dans le passé par un vigoureux soutien aux régimes d'Afrique du Sud ou à celui du Sud Vietnam. Pour le faire céder, des délégations massives ont été organisées hier soir à la préfecture et à la mairie.

Correspondant

Dernière minute : le préfet vient d'interdire le meeting.

Chronique de l'insécurité d'Etat par Alain Brossat

2. VIOLENCE, VOUS AVEZ DIT VIOLENCE...

Dans un premier temps, on a placé l'accent sur la répression du banditisme et non des mouvements sociaux. Puis on a insisté sur le fait que cette répression, vu l'impressionnant développement du badintisme, réclamait des mesures et des moyens d'exception (anti-gangs...). Puis on est passé à l'idée que, décidément, le problème de la violence sociale était une question globale, englobant aussi les conflits sociaux durs de type *Parisien libéré*...

D'une part, donc, toutes les occasions sont saisies pour développer cette campagne dans le sens d'un renforcement des mesures répressives et du contrôle social.

Ainsi, à l'occasion du meurtre d'un maton dans une prison, on fait d'une pierre deux coups : d'une part on fait vibrer le grand frisson de l'insécurité dans les prisons, de l'autre on profite pour imposer des restrictions aux droits des détenus et mettre sur orbite les Centres de Haute Sécurité pour prisonniers réputés « dangereux ». De la même façon, après le meurtre de Philippe Bertrand, Lecanuet saute sur l'occasion et donne un coup de pouce aux procédures d'instructions accélérées, il affirme crânement que l'affaire sera jugée d'ici trois ou quatre mois. Un député UDR « Sprauer, demande, lui, carrément, la mise sur pied d'un groupe spécial de juges d'instructions pour ce type d'affaire. Une sorte d'antigang de la justice, disait alors justement *Libération*.

D'autre part, toutes les occasions sont saisies de pratiquer l'amalgame entre les formes de violence sociale les plus diverses et les manifestations de la lutte des classes ; les lycéens et étudiants en grève sont assimilés aux incontrôlés qui brisent les vitrines. Le jour même où le conseil des ministres entérine les fameuses mesures sur la sécurité, Ponia attaque violemment à la télé, le PC comme parti « socialiste national » et éventuellement « national-socialiste » ! Il s'agit ainsi d'accoutumer le français moyen à l'idée que lutte des classes,

subversion, banditisme, délinquance etc... tout cela relève d'une même thérapeutique : la fermeté.

Qu'on ne se y trompe pas : la campagne « sécurité » n'est pas qu'une opération idéologique visant à ressouder les rangs d'une majorité silencieuse qui fout le camp. Elle s'inscrit dans la dynamique d'une évolution de l'Etat fort vers ce qu'on peut appeler l'Etat d'exception permanent ; un Etat d'exception qui se manifeste par l'extension des prérogatives de l'exécutif au détriment de celles du législatif et du judiciaire. L'innovation essentielle proposée par le document publié par Rouge, était bien la suppression des prérogatives de l'Assemblée dans une période de grandes tensions.

Contrairement à l'état de siège codifié par les dispositions constitutionnelles antérieures, l'état d'exception envisagé par le document peut être proclamé par l'exécutif sans ou contre le gré de l'Assemblée ; c'est une façon expéditive aussi de résoudre la quadrature du cercle de la constitution de la V^e République : l'impasse constitutionnelle qui surgirait de la coexistence d'un président de droite et d'une Chambre de gauche et vice versa. Dans tous les cas, ce document de Ponia tranche dans un sens : l'affirmation de la toute puissance de l'exécutif.

Les prises de position de Lecanuet et Ponia lors de l'affaire de Troyes vont dans le même sens : ce n'est pas rien lorsqu'un ministre de l'Intérieur et un Garde des Sceaux expliquent publiquement, pour l'un que s'il était juré, il prononcerait la peine de mort sans hésiter, pour l'autre que l'affaire serait jugée dans les trois mois. Prendre des déclarations au sérieux ne relève pas d'une maniaquerie juriste. Certes, l'Etat bourgeois est en dernière analyse une bande d'hommes armés, mais ce n'est pas une raison pour considérer comme négligeables des « glissements » et cet acabit qui expriment une évolution profonde, historique de l'Etat bourgeois et enfonce un peu plus profond sous terre la vieille démocratie parlementaire. C'est sans exagération qu'à l'époque de ces déclarations, le

Monde demandait si la séparation des pouvoirs, ça existe encore en France...

Les Ponia, les Lecanuet ne sont pas à proprement parler des innovateurs. Ils ne font que prolonger les efforts de leurs prédécesseurs. Le document publié par Rouge montre clairement ces efforts à l'œuvre dans la perspective d'une philosophie constitutionnelle totalitaire, proche de celle du fascisme. Il constitue un concentré extraordinaire de la vision d'avenir que nourrissent les personnages-clés de l'Etat fort. Les mesures « sécurité » approuvées par le Conseil des ministres vont dans le même sens : elles renforcent les instruments de répression directe de l'Etat fort au détriment d'autres moins fiables ; elles légalisent un type de répression coutumier, depuis longtemps certes, mais en contradiction avec l'esprit d'une constitution « démocratique ». Elles modifient l'image des droits du citoyen face à l'Etat en renforçant sans cesse les prérogatives de celui-ci au détriment de « l'habeas corpus » de celui-ci.

On voit se multiplier un faisceau d'initiatives, de mesures qui, considérées dans le kaléidoscope de la vie quotidienne, apparaissent relativement négligeables, mais qu'il importe d'interpréter dans le contexte global de l'évolution de l'Etat fort : faisceau de mesures allant dans le sens de l'aggravation de la condition carcérale, tendance à recouvrir aux huis-clos dans les procès embarrassants (procès Zemmour), on a des juridictions d'exception comme la Cour de sûreté de l'Etat.

Ces entreprises s'inscrivent absolument dans la continuité de la pratique des hommes du pouvoir depuis 58 et plus encore 68. Le coup d'Etat de 58 débouchait sur une rupture dans l'époque du point de vue de la configuration de l'Etat bourgeois, du mode de domination et des alliances de la classe capitaliste. Le génie de De Gaulle était de travailler dans la durée. Les évolutions actuelles le confirment : ce n'est pas sa nouveauté absolue qui rend le document que nous avons

publié scandaleux ; c'est le fait qu'il exprime très cyniquement la logique ultime de la constitution gaulliste ; dans le prolongement de l'article 16 qui prévoit l'état d'exception, de la définition de l'état de défense qui abolit la distinction entre temps de guerre et temps de paix, donc implicitement entre ennemi intérieur et externe, de la définition de la Défense opérationnelle du Territoire qui amalgame la lutte contre les ennemis parachutés, implantés ou infiltrés etc. Ce qui change, simplement, c'est que la prospective de Ponia est entièrement construite autour du thème de la lutte contre la subversion interne, alors que les textes précédents englobaient habilement et plus implicitement cette « menace » dans un ensemble plus vaste. Mais, depuis 68, les hommes du pouvoir se sont bien chargés déjà de « préciser » l'esprit de l'arsenal juridique et policier de l'Etat fort : de ce secrétaire d'Etat à la Défense qui déclarait que la DOT était conçue pour éviter le retour d'événements du type de ceux de Mai 68, à Galley qui remit en vogue l'expression d'ennemi intérieur en passant par les projets de Marcellin de centralisation du renseignement concernant ce même ennemi intérieur. Ce qui « choque » dans les « réflexions » des employés de Ponia, c'est qu'elles s'inscrivent dans la perspective d'une actualité politique proche et d'un certain point de vue probable (cf la « fiction » si réaliste que nous avons publiée qu'elle devrait faire froid dans le dos aux ténors de l'Union de la gauche).

Mais il n'y a là rien d'anormal : les échéances politiques se précisent et, avec elles, se dessinent les impasses politiques et constitutionnelles d'un régime, d'un type même de pouvoir confronté à la perspective probable de la défaite électorale. Faut-il insister sur le fait que ce type de perspective ne peut qu'accélérer cette marche à l'état d'exception permanent ? Un état d'exception qui, s'il parvenait à s'imposer ne pourrait être analysé que comme une forme de pouvoir préfasciste.



Dans un premier article, Alain Brossat expliquait : « l'habileté des hommes du pouvoir a consisté à prendre appui sur un sentiment diffus mais persistant qui prend racine dans le corps social à la faveur d'un contexte économique crépusculaire et d'une conjoncture politique et sociale incertaine : le sentiment d'insécurité ». Il explique aujourd'hui les buts de l'opération.

Le pouvoir doit céder devant la grève étudiante

AUJOURD'HUI RASSEMBLEMENT NATIONAL ET MANIFESTATION

Après les manifestations collégiennes et lycéennes d'hier, se tient aujourd'hui, à Paris, le rassemblement national étudiant convoqué par la coordination de Toulouse. Les lycéens y participeront, tenant à cette occasion une coordination nationale. Le rassemblement commencera à 10 heures sur le campus de Jussieu. Deux points

seront discutés dans six forums : « Plate-forme de mots d'ordre » et « perspectives ». Une manifestation aura lieu ensuite, à 17 heures de la Bastille à Delfort Rochereau. Un journal du mouvement paraît aujourd'hui, réalisé par le Comité national de grève.

Hier, les collégiens dans la rue avec les lycéens

Les CET ne sont pas des lycées. Pour comparer, c'est plutôt du côté des usines qu'il faut regarder. Parce qu'on y forme de futurs ouvriers et qu'il faut bien commencer à les dresser. Certains CET sont de vieilles usines désaffectées. Les conditions d'hygiène et de sécurité sont souvent désastreuses. Il y a rarement un foyer et peu de liberté d'expression. Le droit au redoublement n'existe jamais.

Pas étonnant alors que s'y développe une lutte permanente autour de revendications immédiates concernant ces conditions de vie. Sans parler des explosions de colère qui troublent un matin calme, où les élèves séquestrent la directrice et brûlent les cahiers de classe. Et aussi ce dégoût qui vide peu à peu les classes, filles et gars partant à la recherche d'un boulot.

Depuis huit mois, les grèves se succèdent sans arrêt sur les locaux, les repas, les sanctions, la sécurité... Leur

durée, leur haut niveau d'organisation et parfois leur victoire sur ces revendications locales... autant de traits nouveaux. De plus, après ces luttes, de nombreux comités d'élèves se sont maintenus, pour ne pas rester isolés dans les classes. Souvent aussi les syndicats enseignants et ouvriers appuient ce qui est décisif pour créer un rapport de force.

Les grèves, aujourd'hui, touchent une majorité de CET. Y compris l'énorme CET automobile de Poissy où la CFT a toujours tenté d'empêcher les luttes, ou de petits CET de province ou d'arrondissements, comme le 6ème ou le 16ème à Paris. Les grèves les plus fortes sont celles préparées à l'avance, parfois autour de cahiers de revendications. Pour autant la tendance n'est pas à la grève générale illimitée des CET. Pour plusieurs raisons : la répression, puisque l'on dénombre déjà 30 exclusions, la proximité des examens, le caractère flou des décrets Haby pour les CET. Mais le

mouvement étudiant a imposé un tel rapport de force que, comme dans les lycées, lors de journées d'action comme hier, de très nombreux CET sont paralysés. Et la grève générale des CET reste à l'ordre du jour, tant le ras le bol est important.

Mais une question revient toujours : « après les grèves, ça retombe, on se retrouve seul CET par CET ». « Technique Rouge » regroupant les sympathisants de la LCR, propose de multiplier les comités permanents et unitaires. Ce n'est pas à « Ceux du Technique », animé par Lutte Ouvrière, ni aux JC de mener seuls la lutte. Tous doivent se retrouver dans ces comités d'élèves pour organiser l'ensemble des collégiens et chercher l'appui des syndicats enseignants et ouvriers. L'enjeu : que les collégiens construisent leur propre mouvement de masse pour faire aboutir leurs revendications, en luttant côte à côte avec les lycéens et les étudiants.

A Blanc Mesnil, un CET en colère

Le CET Jean Moulin, à Blanc Mesnil, se veut un établissement modèle où l'on forme entre autres des « secrétaires agréables » et « souriantes », en un mot où les élèves sont des « marchandises dociles et rentables. C'est d'ailleurs ce qu'a déclaré exacremment le représentant du patronat au dernier conseil d'administration. L'an passé, il y avait un foyer, il a été transformé en « salle de gym ».

Les « marchandises » viennent de se révéler de futures ouvrières et ouvriers bien décidés à défendre leurs droits. Avant les vacances de Pâques, des discussions ont, dans les classes, fait le tour des revendications. Une de celles-ci portait sur

l'élargissement des rapports avec les syndicats ouvriers et enseignants. Deux réunions se sont donc tenues. L'une dans la salle des profs, avec les syndicats enseignants, où les revendications ont été soutenues. La directrice l'a qualifiée « d'illégal et clandestine ». L'autre a eu lieu à la Bourse du Travail, où outre les enseignants et les collégiens étaient représentés l'union locale et les parents d'élèves. Un tract en est sorti, distribué le 12 avril à la fois par les collégiens, des profs syndiqués, un syndicaliste de la Bourse du Travail. Il appelait à une « AG » où la grève a été votée. Les revendications : foyer, droit pour les majeurs de signer leurs mots d'absence, amé-

lioration de la cantine, panneau d'affichage. Une réunion a rassemblé, après un jour de grève, l'ensemble des profs, des délégués d'élèves et l'administration. Cette dernière n'a pour l'instant, par céder grand chose, car son autorité en a pris un sacré coup. Déconfitée, la Directrice utilise ses dernières cartouches. Peu reluisantes. Elle a le verbe raciste, parlant d'une « dictature algérienne » au CET.

Forts de leurs nombreux soutiens, les collégiens(nes) ont arrêté la grève quelques jours, « pour prouver qu'on n'est pas des fumistes » dit l'un d'eux. Ils ont repris le mouvement hier. Et se proposaient d'inviter la directrice à un débat sur le racisme.

Nouvelle rencontre étudiants-syndicats

« CERTAINS VEULENT NOUS FAIRE PORTER LE CHAPEAU DE L'ECHEC »

Le Comité national de grève étudiant aura fait toutes les tentatives possibles pour obtenir que les syndicats entrent dans l'arène aux côtés des étudiants. Après une première réunion avec le SNESup et la FEN (Rouge du 22 avril), un nouveau rendez-vous avait été pris pour le 21 avril auquel toutes les organisations syndicales étaient conviées. La CGT et la CFDT n'ont même pas daigné s'y rendre, jugeant sans doute que leur communiqué de soutien suffisaient pour faire peser la balance en faveur du mouvement étudiant, alors que le pouvoir s'obstine. Etaient donc présents, le SNESup, représenté par Verdagner, le SGEN, représenté par Gattegno, et le SNPESB-CGT. Une réunion peu fructueuse puisque les syndicats ont maintenu leur refus d'appeler à la grève générale des universités et que le SNESup n'a toujours pas accepté la co-organisation avec les comités de grève étudiants de la manifestation parisienne d'aujourd'hui.

Le débat a donc essentiellement tourné autour de la proposition du

SGEN de discuter d'une plate-forme commune. Selon Gattegno, « le SGEN a eu l'impression que le collectif étudiant était plus soucieux de préparer une manifestation que de s'engager sur la voie d'une discussion de plate-forme. Si c'est le cas, la réunion n'a pas d'intérêt. Si au contraire, il s'agit de partir de la plateforme de Toulouse ou de la plate-forme commune SGEN et SNESup, alors nous pourrions aller de l'avant ». Jean Pierre du Comité national étudiant intervient alors : « C'est une position grave de subordonner la riposte à une plate forme commune. Cela peut aboutir à une rupture entre les étudiants et les organisations enseignantes. Ce qui permettra que cette plate-forme voit le jour, c'est que le mouvement triomphe, que la réforme soit abrogée. A Toulouse, des mots d'ordre ont été proposés à la discussion des AG. Tant qu'il n'y a pas eu débat, il n'existe pas une plate forme du mouvement étudiant ». Verdagner du SNESup donne son point de vue : « S'il est question pour certains de nous faire

porter le chapeau de l'échec, il n'en sera pas ainsi. Nos positions n'ont pas changé. Nous avons fait tout ce qui était possible pour que l'unité soit possible sur une plate-forme et qui ne nous relègue pas au rang d'accessoires, nous les organisations syndicales ». « Pas question pour nous de lacher la proie pour l'ombre », dit ensuite un des étudiants, revenant à la charge sur l'appel à la grève générale pour l'abrogation. Un autre suit pour s'étonner que l'on parle de plate-forme alors qu'un réel accord sur l'abrogation avec les syndicats enseignants n'existe pas !

Après cette réunion sans issue, le Comité national de grève affirme dans un texte « avoir rempli son mandat en refusant les assertions selon lesquelles l'ordre de grève générale ne serait pas opportun ». Il informera les « AG étudiantes du refus des dirigeants syndicaux enseignants d'organiser un cortège commun le 23 ».

Coordination de Toulouse Principaux passages de la motion minoritaire

Rouge publie aujourd'hui les principaux passages de la motion minoritaire à la coordination nationale étudiante de Toulouse. Quels que soient nos problèmes, bien réels, de place, nous pensons conforme à notre conception de la démocratie de ne pas publier, lors de tels débats, la seule motion majoritaire dont de longs extraits sont parus dans notre édition du 20 avril. La même place est ainsi laissée dans nos colonnes aux deux motions. La numérotation est de la rédaction.

1- Après ses échecs répétés dans ses tentatives pour briser la mobilisation, le gouvernement avance une nouvelle tactique : isoler et diviser les étudiants en prétendant repousser l'application de la réforme. Notre objectif est le même : celui de la grève générale de l'université et sa consolidation pour l'abrogation de l'arrêté Soisson-Saunier et celui sur les étudiants étrangers (...).

2- La lutte dépasse dès maintenant le cadre de la réforme du second cycle (...). Mais l'unité avec le mouvement enseignant est rendue difficile par l'attitude des directions du SNESup et du SGEN qui propulsent des journées d'action répétitives et refusent les mots d'ordre du mouvement étudiant, partout il faut établir l'unité entre enseignants et étudiants à la base, de manière à opposer à la division pronée par les directions syndicales un front unifié se battant pour une lutte commune contre le gouvernement de la bourgeoisie.

3- Dans ce cadre nous dénonçons le comportement du collectif national, qui a renoncé au mot-d'ordre voté à Amiens de grève générale de l'université, pour tenter de passer des accords unitaires avec les directions du SGEN et du SNESup. Alors qu'à la base de plus en plus d'enseignants votent la grève, cette attitude revient de fait à privilégier et à renforcer l'attitude capitulatrice des directions. Il faudra donc élire à Toulouse un collectif qui exécute impérativement les décisions de la coordination, sans pouvoir autonome, réélu à chaque coordination. (...)

4- nous affirmons que la réforme ne saurait être amendée : pas de compromis. Elle ne sera pas négociée dans les conseils d'université. Quant aux organisations qui négocieraient de façon séparée avec le pouvoir, elles s'excluraient d'elles-mêmes des instances démocratiques du mouvement : aucune organisation, aucun courant ni individu ne peut négocier au nom du mouvement étudiant avec le gouvernement, et nous dénonçons dans ce cadre les deux UNEF. Nous condamnons les journées du 21 et du 22 avril telles qu'elles ont été appelées unilatéralement par le SNESup et l'UNEF ex-Renouveau, sans attendre la coordination de Toulouse ; seul le collectif élu par la coordination nationale, strictement mandaté sur des tâches purement exécutives, peut nous représenter.

5. Alors que se développent les luttes ouvrières, il nous faut aujourd'hui affirmer la solidarité des étudiants en grève avec les travailleurs. Partout, il faut construire un front de lutte contre le régime : c'est le seul moyen de garantir que le soutien des centrales syndicales CGT, CFDT, et FEN ne soit pas purement verbal, mais qu'il s'agit de la recherche d'un soutien effectif de l'ensemble des travailleurs scellé par une profonde unité à la base. Cette unité sera le résultat d'un combat prolongé pour construire l'autonomie politique du mouvement étudiant par rapport aux divers tenants des projets d'aménagement de l'Université. C'est sur cette base que doivent se tisser des liens effectifs avec les travailleurs et leurs organisations. C'est aussi la moyen d'affirmer que contrairement à ceux qui raisonnent en terme de perspectives électorales, c'est dès maintenant que les luttes peuvent faire céder le gouvernement. Ainsi le 1^{er} mai, nous manifesterons aux côtés des travailleurs dans des cortèges autonomes et sur nos mots d'ordre. (...)

6. Nous ne nous battons pas pour aménager ou défendre de prétendus acquis de l'université actuelle : la réforme accentue la division et la concurrence entre les diplômés. Nous luttons contre cette concurrence qui préfigure la hiérarchie sociale ; la lutte que nous menons n'est pas une lutte corporatiste pour défendre les intérêts spécifiques des étudiants. C'est un combat d'ensemble qui lie la lutte contre la réforme du 2^e cycle à une lutte globale contre l'Ecole de classe : Ni chômeurs, ni cadres au service du patronat. Nous luttons aussi contre la perpétuation de la division entre les sexes, que ce soit au niveau des débouchés ou dans la reproduction des aspects généraux de l'oppression des femmes.

(...) Facs ouvertes aux travailleurs, aux non-bacheliers, aux étudiants étrangers. (abrogation de l'arrêté Soisson, droit syndical, droit politique, droit à l'emploi, droits sociaux égaux sans discrimination de nationalité).

— Organisation de la discussion autour du problème de l'indépendance financière et idéologique des étudiants (...), allocation d'études.

— Formation permanente contrôlée par les travailleurs.
— Abrogation de la réforme, sans aménagement, sans compromis. Contre la répression par les examens.

7. Poursuivre la lutte, c'est aussi défendre notre mouvement contre la répression du pouvoir. En l'occurrence, la meilleure défense, c'est l'offensive : Levée de toute les inculpations ! Organisation de l'auto-défense des manifestations, et de tous les moments de la lutte (popularisation, occupations...)(...)

— Pour réaliser ces objectifs, unifier, centraliser notre mouvement et situer notre mobilisation aux côtés des travailleurs dans un vaste front de luttes anti-capitalistes contre le gouvernement nous proposons d'organiser des initiatives à un double niveau :

1) La plupart des luttes ouvrières et paysannes ayant souvent pris une caractère régional il faut essayer de faire autour du 21 avril des journées d'actions (...), pour un front de lutte anti-capitaliste contre le gouvernement. Dans ce cadre une série d'initiatives pourront être prises du type : inscriptions massives dans les ANPE, etc.

2) (...) Il faut organiser à Paris le 23 avril une rencontre nationale et une manifestation centrale. Cette initiative ne doit évidemment pas être conçue comme alternative aux initiatives régionales, mais doit d'articuler et se prolonger à l'échelon régional pour ne pas être une démonstration plaquée et sans lendemain.

école

Au de là de l'abrogation de la réforme

QUELS MOTS D'ORDRE ?

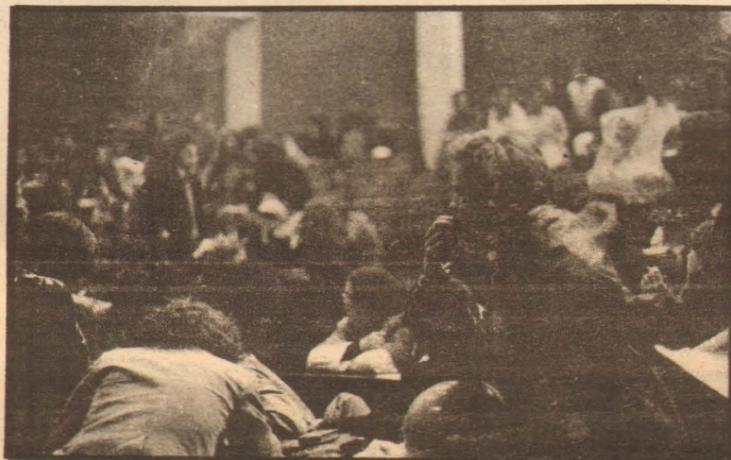
« Abrogation de la réforme du second cycle ». Une simple phrase, un refus tout net, que l'on retrouve au bas de toutes les motions d'assemblées générales étudiantes. Un mot d'ordre qui n'a rien d'un prétexte, d'un alibi pour effacer la morosité des campus. C'est lui qui, depuis la première grève étudiante à Nantes en décembre dernier, a été le ciment de l'unité du mouvement étudiant. C'est autour de lui que l'ensemble des tendances ont appelé à l'extension de la protestation.

Pourtant, au goût de certains, il résonne trop négativement. Au point, aujourd'hui, de rendre responsable de l'isolement du mouvement, l'obstination de ceux qui restent inébranlables sur cet objectif, en faisant a priori de toute discussion plus large sur les revendications. C'est en tout cas ce qu'ont glissé au cours d'une conférence de presse, le 21 avril, la CFDT et le MARC. La première critiquant l'action des « groupes trotskystes » et celle du gouvernement qui visent l'une et l'autre (!) à « diviser le mouvement et à le briser ». Le second critiquant les mêmes qui « bloquent dans les coordinations étudiantes et les réunions du collectif l'élargissement de l'action et le débat de fond ». Rien que ça !

Argumenté, justifié lors de multiples débats en commissions ou groupes de travail sur les campus, il induit une cascade de remises en causes. D'abord de la sélection sociale, par le refus des passages du décret qui l'accroissent. En instituant la licence « diplôme terminal », ne permettant pas dans tous les cas la poursuite des études, et en renforçant les filières puisque chaque faculté ne pourra offrir tout l'éventail de matières. Ensuite de la main-mise patronale, prévue par l'alignement des formations prioritaires sur les besoins du

croître leur asservissement ou former ceux qui seront leurs gardes-chiourmes.

Face à des attaques répétées pour soumettre une institution trop rigide, trop coûteuse, et ne répondant pas aux besoins du marché du travail, il faut donc autre chose qu'une riposte conjoncturelle au coup par coup. Et pour cela élaborer des objectifs de lutte précis qui construisent un rapport de force dans l'alliance des jeunes scolarisés, des enseignants et des travailleurs. Ce « front pour une autre formation » doit exclure toute illusion sur un amendement



DES REFUS LOURDS DE CONSEQUENCES

Il est certes vrai que la discussion d'une plate-forme de revendications étudiantes. La dernière en date, à Toulouse, n'a pas été plus loin que le vote d'une liste de revendications « soumises au débat des assemblées générales », et la synthèse des cahiers de revendications rassemblés à Nanterre le 18 mars n'a toujours pas vu le jour. Mais ce débat, vital pour stabiliser le mouvement étudiant, essentiel pour qu'il prenne conscience de ses objectifs, ne peut avoir pour point de départ qu'un accord sur l'exigence d'abrogation de la réforme. Il ne doit pas être la sauce qui noierait la revendication essentielle, atténuant la détermination de la mobilisation. Il ne doit pas être le prétexte à un recul. Une façon élégante de capituler.

D'autant plus que le mot d'ordre porté par les manifestations étudiantes si lapidaire qu'il soit a de nombreuses implications.

patronat local et par la légalisation de son intervention sur le contenu des formations au sein des « groupes d'études techniques ». Enfin de « l'adaptation des contenus », qui leur sonne une forte odeur d'usine et de rentabilité, illustrée notamment par la relativisation de la recherche.

Ces refus ne sont pas bénins. Ils prouvent que l'opposition à une aggravation de l'état de chose existant ne signifie aucunement la défense de ce dernier. Ils sont les premières syllabes d'une critique de l'enseignement traditionnel. C'est donc à partir d'eux, tels que les admettent la masse des étudiants mobilisés, que peut se dessiner une « démarche en positif ». Une démarche qui au delà du combat contre des réformes dictées par l'évolution de l'organisation du travail au sein des entreprises débouche sur l'exigence d'une autre formation. Celle-ci doit à l'inverse être dictée par les intérêts des travailleurs, ces perpétuels « défavorisés de l'École », écrasés par un enseignement qui est fait pour ac-

gressif de l'École telle qu'elle est. On ne peut remettre en cause l'institution universitaire actuelle en son tréfond sans s'attaquer à la division du travail qui, en amont et en aval, la surdétermine et, donc, sans changer la société. Simplement autour d'un axe général - qui est cette exigence d'une formation propice à la remise en cause des valeurs dominantes la plus complète possible, garantie par la demande d'un emploi pour tous les niveaux de qualification acquis - il s'agit de gagner des points d'appui, d'obtenir les meilleures conditions. Il s'agit là, en un mot, d'élargir la brèche dans la crise de l'institution scolaire, en imposant une scolarisation qui entre davantage en contradiction avec le système.

Le premier point d'appui est le maintien du service public d'enseignement, ouvert à tous, et hors de tout contrôle patronal. C'est une garantie contre l'éclatement, l'isolement, face au patronat. Ensuite contre des critères sélectifs dont la nature de classe est évidente, contre les multiples filières de formation qui en sont la traduction, la formation doit être unique pour tous. En découle le refus des Centres de Formation des Maîtres, ou du maintien des IUT « à part », hors des facultés. Et également la revendication d'équivalences libres, totales entre les filières actuelles. Enfin l'idéologie diffusée par l'enseignement de classe doit être combattue au nom d'une formation critique, ouverte sur les luttes, et polyvalente, liant travail manuel et intellectuel. Cela signifie une liberté pédagogique et d'expression totale.

Telle est, par delà l'abrogation de la réforme du second cycle, la voie d'une riposte de longue haleine, répondant sur le terrain même de la formation aux objectifs du pouvoir.

VIOLENCES POLICIERES ET PROVOCATIONS

Ponia menace : il continuera à envoyer les flics contre les manifestations « chaque fois que cela sera nécessaire, pour protéger le droit de manifester et pour empêcher les casseurs de sévir ». Toujours la même campagne : si la police est là, c'est pour protéger la sécurité des Français... Comme en écho, certains petits commerçants organisent des milices d'« autodéfense ».

Cette campagne du pouvoir ne

tombe pas du ciel : face à l'épreuve de force qui s'engage avec les étudiants, le gouvernement constate l'attitude capitulaire des directions syndicales et joue l'isolement du mouvement, sinon le « cassage » policier des manifestations.

Pour arranger le tableau, les provocations se multiplient dans les manifestations ; Ponia aimerait bien qu'aujourd'hui devienne l'apothéose de sa mise en scène, histoire de régler les affaires une fois pour toutes. Face à ces provocations, les étudiants ont déjà réagi très clairement et la manifestation qui s'est déroulée hier à Paris montre la voie à suivre : défendre fermement sa manifestation et déjouer toute provocation. Voilà le rôle des services d'ordre qui se sont mis en place dans les facultés, les lycées et les CET. Pour riposter très fermement aux attaques et aux provocations des « pseudo-inorganisés » qui taïent devant les manifs ainsi qu'aux groupes directement ou indirectement manipulés par les fascistes et la Préfecture de police. Pour résister contre les agressions des flics et leurs charges contre les queues de manif. Rien de plus, rien de moins. Car nous ne croyons pas que c'est par des manifestations « offensives » qui chargent les cordons de CRS qu'on résoudra l'affrontement politique avec le pouvoir : ce serait un chemin de traverse rempli d'embuscades.

Ce n'est pas pour autant que nous allons laisser des provocateurs dénaturer l'objectif des manifestations, ou les flics ratonner à leur aise.

Antoine Artous

un « étudiant silencieux »

Il s'agit du rassemblement des 150 à 200 « étudiants anti-grévistes » de Paris. L'« étudiant » au mégaphone s'appelle Patrice Mouilleseaux, dirigeant du Parti des Forces Nouvelles, responsable du Front de la JEUNESSE.



TOULOUSE DES CROIX GAMMEES A LA LAME DE RASOIR

Des fascistes agressent et torturent une jeune femme jeudi 13 avril à Toulouse. Ils lui disent : « les flics ne vous tabassent pas assez. » « Vous », c'est les manifestants étudiants. Si elle n'en est pas, elle aurait pu en être. Aux nazillons de lui rappeler qu'une femme doit savoir rester à sa place... ou qu'il lui en coûte. Déjà en Bretagne, une militante de l'UNEF-Renouveau s'était fait

« marquer » (comme on marque le bétail) : brûlée avec des cigarettes.

Mais ce n'est pas tout. Après avoir persécuté chez la victime (pourquoi ?), les flics ont trouvé des lames de rasoir. Moyennant quoi, ils suggèrent qu'elle a pu se mutiler elle-même, dans un but de propagande anarchiste. Ou s'arrête le cynisme policier ?

Communiqué du collectif des groupes femmes toulousains

Jeudi soir, après la manifestation étudiante, une jeune femme a été sauvagement agressée par six fascistes. Elle a été violée, tailladée avec des lames de rasoir sur le visage et sur les seins ; les plaies avaient la forme de croix gammées. Exercées sur une femme, les repréailles des nazillons sont le viol, les tortures sur les parties sexuelles du corps. Nous reconnaissons à quelques unes des tortures spécifiques dignes des Pinochet (Espagne, Chili).

Le collectif des groupes femmes toulousains et les femmes travailleuses en lutte se donneront tous les moyens pour qu'une riposte efficace soit engagée. Cette agression s'inscrit dans le cadre des attentats fascistes qui s'abattent sur Toulouse (plasticage de l'imprimerie 34) et ailleurs (provocation des fascistes aux manifs étudiantes). C'est pour cela que nous appelons les organisations syndicales et politiques à une réunion unitaire.

avec les soldats emprisonnés de Reims !

A Reims, la campagne de solidarité avec les soldats emprisonnés se poursuit. Le comité local organise un meeting mardi 27 avril à 20 h 30 salle des Cordeliers avec Bertrand Julien et Denis Berger. Une commission d'enquête se met en place pour déterminer les conditions d'arrestation et de détention des emprisonnés. Elle sera animée par des personnalités. D'autre part le PCF a enfin pris position, publiant un article sur l'affaire dans l'Humanité et exigeant la libération des soldats.

La campagne se poursuivra jusqu'à la libération définitive des six ! Ils ont été mutés dans

différents endroits, isolés, et ont besoin qu'on leur écrive.

Voici leurs adresses : Patrick Benoit Gonin, 8° RD Service général (AR) 57-Morhange Bernard Rayon, 30° GC service général (AR) 54200-Lunéville. Robert Ouakine, CEC Montlouis, service général (AR) Collioure Pyrénées orientales. Alain Gassié, 74° RI, 1° Compagnie, fort de Tourneville, 76065 Le Havre Cedex. Dominique Millot, 1° GCM service général (AR) Reims. Eric Bizet, service général (AR) 1° GCM Reims.

Il faut leur écrire, ils trouvent le temps long. Solidarité !

cette semaine dans

POLITIQUE

hebdo

ne manquez pas le début
de notre grande enquête sur

LYON

en vente chaque jeudi

ce numéro spécial 48 pages 5 F
abonnement annuel 150 F

14/16 rue des Petit-Hôtels - 75010 PARIS - Tél. 246.72.52.

FOYERS SONACOTRA

en lutte

APPEL A LA MANIFESTATION DE SAMEDI A BARBES

Les organisations syndicales signataires suivantes ont appris avec indignation la répression du pouvoir envers les délégués et résidents des foyers Sonacotra en grève. Elles s'élèvent contre cette grave atteinte au droit de grève, contre cette intervention faite au mépris total de la législation; elles estiment qu'il s'agit d'une agression faite contre l'ensemble des travailleurs qui correspond à l'intransigeance et l'autoritarisme actuel du pouvoir. Ces organisations réclament d'urgence l'ouverture d'une véritable négociation avec le comité de coordination sur la base de sa plate-forme de revendication; elles appellent l'ensemble des travailleurs à organiser la solidarité et à participer à la manifestation organisée par le comité de coordination sur la base de sa plate-forme de revendication; elles appellent l'ensemble des travailleurs à organiser la solidarité et à participer à la manifestation organisée par le comité de coordination le samedi 24 avril à Barbès à 14 h.

Union locale CFDT de Noisy-le-Sec; Union locale CFDT de Saint-Denis; Union locale CFDT de Bagnolet; Section CFDT Cazeneuve de Saint-Denis; Section CFDT Sécurité sociale de Saint-Denis; CFDT Safer de Paris; Section CFDT Dépôt du Printemps de Saint-Denis; ensemble des sections CFDT magasins Prisunic-Printemps; Section Jeumont-Schneider Saint-Denis; SGEN-Paris VIII; Section CGT-PTT Stains; Section CFDT Alstom Saint-Ouen; le SNAU-FEN de la bibliothèque nationale de Paris; Section Famille et Cité CFDT; syndicat national des services extérieurs de travail et de l'emploi; le SICOPA, syndicat de commerce de Paris.

La préparation de la manifestation de samedi prochain à Barbès continue et prend de l'ampleur: de nouvelles organisations appellent à la manifestation: Lutte Ouvrière, Organisation des communistes africains; par ailleurs, un certain nombre d'organisations syndicales de la région parisienne ont signé un appel que nous publions. Fait très important: l'Union de la région parisienne CFDT demande à l'ensemble de ses organisations d'y participer, précisant qu'elle continuera son action pour «exiger l'arrêt immédiat des arrestations et expulsions de travailleurs immigrés et le retour en France de ceux qui ont été expulsés.» Une telle prise de position permettra d'élargir la riposte nécessaire et rendra difficile toute tentative d'interdire la manifestation. Pendant ce temps, le prince Poniowski se permettrait de

faire de l'humour à la tribune de l'assemblée nationale, où, répondant à J.P. Chevènement qui l'accusait, à juste titre de «présenter une version calomnieuse et raciste des faits», il a déclaré «s'il y a quelqu'un qui n'a pas de raison d'être raciste, c'est bien moi». C'est que voyez-vous, il porte un nom d'origine polonaise... Elle est bien bonne!

Il justifiait par la même occasion l'expulsion des 15 résidents en rappelant que durant l'année 1975, il avait fait procéder à 3715 expulsions d'étrangers, la plupart pour proxénétisme, attentats aux mœurs, stupéfians, coups et blessures et vol qualifiés! Nous serions curieux de savoir dans quelle rubrique vont se retrouver les délégués des foyers Sonacotra! Il faut faire tomber l'impudence du prince, il faut tout faire pour la victoire des résidents.

Communiqué de l'Association des Marocains en France (extraits) et du comité contre la répression

Parmi les victimes de la rafle raciste, deux travailleurs marocains, résidents du foyer de Nanterre, ont été expédiés à Orly à destination du Maroc à 9h 30 le jour même de leur arrestation. Connaissant la nature du pouvoir réactionnaire au Maroc, nous pouvons d'ores et déjà imaginer le sort de ces deux travailleurs et le sort des quatre ouvriers agricoles marocains de l'Hérault, ex-

pulsés le 24 du mois dernier: emprisonnement dès l'arrivée, interrogatoires, etc... L'association des Marocains en France, le comité de lutte contre la répression au Maroc entendent dès aujourd'hui entreprendre les recherches et les actions juridiques nécessaires afin d'assister nos camarades et d'éviter le sort qui leur est réservé au pays. Ensemble, l'AMF et le Comité de lutte contre la répression au Maroc appellent l'ensemble des travailleurs à participer massivement à la manifestation du 24 avril à 14 heures.

SNIAS

RASSEMBLEMENT A CHATEAUROUX

Aujourd'hui, vendredi, un grand rassemblement des travailleurs de la SNIAS aura lieu à Chateauroux, où l'usine de la SNIAS-Déol est menacée de fermeture.

La CGT a pris l'initiative de cette démonstration et entend en faire une protestation non seulement contre la mise en chômage des 560 travailleurs de cette entreprise mais également pour le maintien du programme Concorde, dont les dirigeants CGT estiment qu'il ne manque pas de réalisme et qu'il est la voie de l'avenir pour les transports aériens.

La SNIAS est occupée (en dehors des heures de travail) depuis le 14 avril. De plus, les travailleurs ont décidé de ne plus fournir les clients civils et militaires de la SNIAS; l'armée de l'air en particulier, ne recevra plus de pièces de rechange pour

certaines appareils. Tout cela n'a pas plu au général-aviateur Jacques Mitterrand, PDG de la SNIAS, qui a porté plainte contre les responsables syndicaux. Ce qui a abouti à la comparution de 32 délégués syndicaux, appartenant à la CGT, la CFDT, FO et la CGC.

Jeudi matin, les 32 délégués, accusés d'entrave au libre échange du travail et à l'acheminement du matériel comparaissent devant le tribunal de Chateauroux, accompagnés par 300 de leurs camarades. Le tribunal a décidé de ne pas se prononcer sur l'évacuation de l'entreprise avant lundi prochain, 26 avril.

La fédération de la métallurgie CFDT a cependant décidé de ne pas participer «parce qu'elle n'a pas été associée à la préparation de la journée, tant en ce qui concerne

la forme de l'action que le contenu de l'objectif». Cependant «parce qu'elle est convaincu que l'unité d'action est l'élément capital...» elle a demandé à ses sections syndicales «d'envisager leur participation si elles le désirent».

Après la CFDT de Toulouse, la CFDT de Bourges appelle au rassemblement pour «la réduction du travail sans perte de salaire, la retraite à 60 ans, la 5^e semaine de congés payés». Une grève de vingt-quatre heures sur l'ensemble du département a été proposée par la CGT. L'Équipement, les PTT et les Télécommunications y ont déjà répondu favorablement.

La démonstration commencera par un rassemblement sur la place Voltaire à 14 heures, puis un meeting auquel participera H. Krasucki se tiendra à 15 h 30 dans l'usine.

J.C.

BESANCON

BOURGEOIS, L'ENTREPRISE QUI COUPE LES DOIGTS N'AIME PAS LES SYNDICATS

4 militants
CFDT en procès

La rue piétonnière de Besançon connaissait mercredi une activité inaccoutumée. Pendant qu'à un bout de la rue, à Granvelle, les étudiants de la fac de Sciences donnaient des cours gratuits de Maths et de physique, à l'autre c'est un sit-in qui se tient et enfin sur la place de la Préfecture de nombreux militants syndicaux, dont beaucoup de Lip, attendaient les résultats du procès Bourgeois.

C'est en effet hier que ce patron au nom provocateur assignait 4 militants syndicaux en correctionnelle. Dans le document de l'Union locale CFDT «Dossier B... comme Bourgeois, bénéfices, brimades» certains de ces actes d'éclat et la vie quotidienne de l'entreprise sont détaillés. Bourgeois, c'est l'entreprise des doigts coupés.

L'infirmerie a d'ailleurs une formule très délicate pour désigner ces petits incidents: «plaies à la suite de pincements»: voilà ce que comportait un rapport alors que c'était un doigt entier qui avait été sectionné.

Una âme sensible

Et pourtant Bourgeois a l'âme sensible: quand son chien St-Bernard est mort, l'enterrement dans le jardin patronal dans un cercueil de chêne était sans aucun doute un moment d'émotion. Les cadres-larbins formaient même un cortège d'adieu.

Bourgeois, le hors-la-loi qui affame les travailleurs, refuse de communiquer au comité d'entreprise le montant des 10 plus hauts salaires, mais soyons tranquilles, Bourgeois a d'autres entreprises en Espagne et ailleurs et quant à sa femme, lorsque, vers la fin des années 60 son époux s'est mis à rouler

en Jaguar, elle s'est fait confectionner un manteau assorti au véhicule, coût de cette petite folie: un million et demi, soit près de deux ans de salaire d'une ouvrière!

Bourgeois n'hésite d'ailleurs pas à faire respirer l'air frais à ses employés, de temps en temps, il les utilise pour entretenir son domaine, pour faire les foins, ou pour mener les laies au sanglier!

Une série de mensonges

On comprend sans peine que Bourgeois, qui dans son jardin à un angle impérial n'aime pas les organisations syndicales: il a tout fait pour casser la section CFDT et c'est à ce propos, à propos de la grève de Mai 75 que se déroule le procès d'hier.

Il avait en effet déposé une plainte pour «séquestration arbitraire» mais il s'agit là d'une manœuvre ignoble comme le déclare le journal de l'Union Locale CFDT de Besançon «La parole aux travailleurs»: «Pour parvenir à ses fins, le patron n'hésite pas à mentir en voici quelques exemples:

Le PDG affirme qu'il a été «séquestré» par les travailleurs. En réalité, le local où se tenait la réunion n'a jamais été fermé. Le patron a pu

sortir librement à plusieurs reprises, soit pour téléphoner, soit pour s'entretenir avec les inspecteurs du travail. Il est revenu de lui-même s'asseoir dans la salle de réunion, alors...

Le PDG accuse 4 militants nommément de la CFDT, en réalité, une vingtaine de militants étaient présents dans la salle dont certains sont CGT et d'autres non-syndiqués, alors...

Aujourd'hui, la direction prétend qu'elle n'a pas voulu ce procès, mais que c'est le parquet qui a voulu le poursuivre. Et pourtant c'est bien le patron qui a déposé la plainte, c'est bien lui qui a désigné nommément 4 militants, et c'est la chambre patronale qui fait pression pour accélérer le procès, alors...

La direction Bourgeois qui accumule dans son usine les illégalités et les pratiques frauduleuses ne cherche-t-elle pas à manipuler le tribunal en lançant des accusations injustifiées sans aucune preuve, en faisant témoigner les cadres larbins qui n'étaient même pas sur les lieux, en faisant accélérer la procédure pour prendre de court les travailleurs.

De nombreuses pressions s'exercent pour que ce procès ne soit qu'une mascarade.

S. Triton

Le procès s'est terminé vers 21 h mercredi. Le jugement sera rendu en délibéré dans un mois environ. La mobilisation doit se maintenir.

Le dossier «B... comme Bourgeois» peut être obtenu auprès de l'UL-CFDT rue Chambrond, Besançon contre 3 F en timbres.

● Un bus transformé en bureau de vote. C'était mercredi 21 avril la consultation à bulletins secrets des employés des bus lyonnais, sur la poursuite de la grève. Résultat: 2/3 des suffrages exprimés parmi les catégories en grève (mécanos et conducteurs) se sont montrés favorables à la poursuite de la grève. Correspondant.

● Tunzini, Paris 17^e. Après des négociations rompues par la direction, les syndicats CGT, CFDT, FO, CGC ont appelé à une grève générale d'une journée pour l'ensemble de l'entreprise. Les revendications portaient sur l'augmentation de 4% pour l'ensemble du personnel, l'attribution minimum de 100 F, aucun salaire au dessous de 2 000 F et l'assurance du maintien du pouvoir d'achat sur base mini indice IN-SEE. Selon l'entrevue avec la direction, d'autres actions sont à prévoir la semaine prochaine. Correspondant.

● Depuis le 17 avril, les hôtes d'accueil, les travailleurs du garage et de l'aéroport de Marignane, employés par la Chambre de commerce de Marseille, sont en grève. En plus des revendications propres (titularisation, grille des salaires), ils demandent tous ensemble une prime de transport et une prime de quart.

La direction a, jusqu'à maintenant, tout refusé en bloc. La direction de la Chambre de commerce commence à faire appel à des intérimaires. Correspondant Marseille.

● Chez Dabadie, la grève se durcit. A l'entreprise Dabadie, à Oléron, la grève dure maintenant depuis deux semaines. Les négociations n'ont rien donné. Alors que tous les syndicats et partis soutiennent les grévistes, le PCF a appelé seul à une manifestation jeudi 15, sans en avertir les principaux intéressés. Résultat: 50 personnes. Ceux qui font les frais d'un tel sectarisme, ce sont les ouvriers de chez Dabadie. Devant l'échec de l'action solitaire, l'UL-CGT a convoqué une réunion avec tous ceux «soutenant le programme commun». Ces exclusives ne sont pas comprises par les travailleurs qui souhaitent le soutien le plus large.

Syndicats et partis appellent à une manifestation devant l'usine en grève vendredi 23 avril à 18 h 15. Encore une fois les révolutionnaires seront avec les travailleurs malgré l'exclusion du PCF. Ils seront aussi à la soirée de soutien organisée par les travailleurs eux-mêmes samedi. L'UL-CGT avait mis son veto car l'initiative lui échappait. Elle s'y est finalement ralliée. Ainsi les grévistes de chez Dabadie ont contraint partis et syndicats à l'unité.

Ils viennent de plus de recevoir le soutien des paysans-travailleurs de la région de Nays et de Barcus. Correspondant.

● A l'appel de la section syndicale CGT du centre FPA de Meaux et avec le soutien des sections syndicales CGT et CFDT de Champs sur Marne et Meudon, une coordination nationale de tous les centres FPA en lutte se tiendra samedi à Meaux.

Correspondant

Après onze mois de grève avec occupation

L'IMPRIMERIE CARON OZANNE (CAEN) MENACÉE D'ÉVACUATION PAR LA POLICE

L'imprimerie : après onze mois de grève avec occupation Caron Ozanne (Caen) menacée d'évacuation par la police
C'est hier vers deux heures de l'après-midi que le Tribunal a rendu son jugement définitif : les grévistes ont huit jours pour

vider les lieux. Passé ce délai, ils risquent d'être chassés de leur usine par la « force publique ». Rendu de façon tout à fait expéditive, ce jugement prend l'allure d'une véritable provocation contre le mouvement ouvrier caennais.

Onze mois de grève avec occupation. Une dizaine de numéros d'Ouest Licenciements, le journal des grévistes imprimés sur leur outil de travail, tribune ouverte à tous les travailleurs en lutte de la région. Caron-Ozanne était devenue au fil des mois une lutte-pilote à la fois dans la région Basse-normande, et dans la profession du livre.

Dans une lutte aussi longue, il y a des moments exaltants mais aussi des périodes noires. Le début de l'année avait été de celles-là.

Un hiver difficile

Vers le mois de décembre, la grève a connu un cap difficile à passer. L'espoir d'une solution avec Ozanne qui parlait de reprendre l'entreprise s'est éloigné. Chez les grévistes qui avaient de la famille, beaucoup se sont branchés sur les fêtes de fin d'année. L'usine est surtout restée peuplée de « célibataires endurcis ». La mobilisation a baissé.

La lutte a continué. Mais il a fallu trouver d'autres rythmes : les assemblées générales se sont un peu espacées (de quotidiennes, elles sont passées à trois fois par semaine). Les grévistes les moins déterminés ne voyaient plus tellement d'issue. D'autant plus que l'on commençait à voir les clients défiler pour récupérer leur documentation ou leurs travaux.

La bourgeoisie a alors clairement joué le pourrissement. Ce fut d'abord la suppression du chauffage : sur pression des syndicats, les « Com-

bustibles de Normandie » refusèrent désormais de livrer le fuel. En plein mois de janvier, l'usine se retrouva plongée dans un froid sibérien : « On caillait vraiment, explique un gréviste, c'était presque impossible de bosser. On a sorti un numéro d'Ouest-Licenciements. On avait fait un grand broc de café chaud ». Un autre ajoute : « On n'a pas fait la campagne de Russie, mais presque... ».

Après le chauffage, le téléphone : les syndicats n'ayant pas pu évacuer du papier de l'usine comme ils le souhaitaient, l'après-midi même (mesure de rétorsion ?), le téléphone de l'usine est coupé. Le coup est rude. La lutte se retrouve alors privée d'un précieux moyen de contact permanent avec l'extérieur. « Le téléphone, pour les grévistes, c'était un peu un outil de travail... ».

Pour faire bonne mesure, la police y mit du sien : dans le cadre d'une plainte pour vol de matériel, des grévistes se retrouvent convoqués individuellement par la police judiciaire. Mais elle en fut pour ses frais. Une circulaire syndicale (rédigée d'après le « Guide du militant » de Langlois) fut envoyée à tous les grévistes pour leur expliquer que les messieurs de la police n'étaient pas des gens à qui il est bon de se confier, et qu'il était préférable — ce que la loi permet — de se refuser à toute déclaration.

Quant les beaux jours revinrent, la grève tenait toujours bon. Un noyau solide de grévistes combattifs maintenait fermement l'occupation. Des tracts, des

affiches et des numéros d'Ouest-Licenciements continuaient à être imprimés sur leur outil de travail.

« Procédure d'urgence ».

Les autorités décidèrent alors de changer de tactique : laisser le conflit s'éterniser en jouant le pourrissement s'avérait inefficace. Pire : au lieu de s'enfermer dans l'isolement, Caron Ozanne avait repris l'initiative, en prenant contact avec les Lips de Besançon, en tissant des liens avec les étudiants grévistes. Elles se fixèrent donc pour but de réduire ce « foyer d'agitation ». Les grévistes en lutte depuis onze mois reçurent une citation en référés « en urgence ».

« Ils nous l'ont amenée (comme par hasard) le vendredi juste avant Pâques pour le mardi à 10 heures du matin ! Heureusement qu'on avait prévu le coup et qu'on avait un avocat qui suivait l'affaire, sinon ça aurait posé de sacrés problèmes... ». Malgré ce procès à la sauvette un lendemain de Pâques, une mobilisation se fait sur la ville : plusieurs entreprises envoient des délégations ; une vingtaine d'étudiants viennent également sur place. Au total, c'est une bonne centaine de personnes qui se retrouvent dans la salle du tribunal. Un peu perdu, un syndic s'interroge : « Mais, ce sont tous des gens de Caron-Ozanne ? D'où sortent-ils donc ? ».

Après ce premier round de mardi, c'est hier que le Tribunal réuni de nouveau a rendu son verdict.

ouest licenciements

CARON-OZANNE
Pour le maintien de l'emploi
Notre solution :
LE REDEMARRAGE
Trouveront-ils
une autre solution ?
GIRAULT STRIMMATER FORNANO POMA GISCARD



Est-ce la seule réponse qu'ils connaissent ?

NON aux LICENCIEMENTS

Un défi

Cette décision cynique rendue au nom de « l'ordre » et de la « propriété privée » est en fait un véritable défi à tous les travailleurs de la région. Depuis des mois, ceux de Caron Ozanne ont été à la pointe des mobilisations, depuis des mois, ils ont avec leur outil de travail aidé à la popularisation d'autres grèves, et dénoncé d'autres cas de répression. Aujourd'hui, c'est dans toutes les entreprises que les travailleurs doivent mettre un point d'honneur à des défendre.

En assemblée générale, les grévistes de Caron ont voté une motion demandant le soutien des organisations syndicales CGT et CFDT, devant cette menace d'évacuation des locaux par la force. L'UIS-CFDT a déjà pris position pour dénoncer cette méthode policière. La fédération CGT du Livre doit intervenir auprès du préfet en début de semaine prochaine.

La vigilance et la mobilisation de tous s'imposent aujourd'hui. F. L.

en lutte

A LIP rien de nouveau dans la journée d'hier. La « réorganisation des activités » s'effectue. La commission pour la préparation d'une éventuelle opération « portes ouvertes » prévue vraisemblablement après le 1^{er} Mai a présenté ses premiers débats. Mais aucune décision n'a encore été prise. Les télégrammes continuent à affluer.

A Kelton c'est toujours l'impasse sur les négociations.

Centres FPA : la section syndicale CGT du centre de Meaux appelle à une coordination des centres FPA en lutte, avec le soutien des sections syndicales CGT et CFDT de Champs-sur-Marne et de Meudon. Le problème de la syndicalisation des stagiaires se pose dans tous ces centres aujourd'hui, cette coordination nationale doit pouvoir faire le point de la situation, samedi 24 avril 18 h 30, centre FPA de Meaux, 70 avenue de la Victoire.

L'entreprise Tubacier à Laigneville dans l'Oise près de Creil est en grève le 7 avril. Cette entreprise qui comprend environ 900 personnes est contrôlée par le groupe Vallourec. Les revendications portent sur un réajustement horaire de 1 F50 une révision des classifications, et aussi la révision des loyers de ce qu'ils appellent les « bungalows » pour les travailleurs. Ce sont des immigrés qui logent dans des sortes de cabanes de chantiers. Ils payent 334 F pour deux. La grève est suivie à 99 %. Mouvement de solidarité : débrayage de deux heures à St Gobain et de collectes dans les entreprises du Bassin Creillois.

Chez Dassault, la mobilisation continue. Après ceux de Paris, ce sont les travailleurs de Breguet-Dassault à Toulouse qui ont manifesté hier dans les rues de la ville. Une nouvelle négociation avec Marcel Dassault (de retour de vacances) aura lieu aujourd'hui à 10 h à Paris. Des décisions importantes devraient y être prises.

Correspondant

● Dijon : gala de soutien aux grévistes du foyer Mistral en lutte depuis le 1^{er} Mars : aujourd'hui 23 Mars, 20 H 30 à la MJC de Maladières.

Foyers de Chanteloup, des militants CFDT venus d'une dizaine d'établissements et hôpitaux psychiatriques de la région parisienne ont contraint mercredi le directeur du Foyer de Chanteloup et le représentant de la DDASS à s'expliquer en public sur la raison du licenciement d'un éducateur. Depuis plus d'un an une politique de répression systématique est menée dans la boîte contre les militants syndicaux DIVERS.

Clermont-Ferrand : les travailleurs de Chambon, (Bâtiment) qui emploie 650 personnes sont en grève depuis mercredi sur les revendications suivantes :
— non aux licenciements
— non au fractionnement forcé des congés
— mêmes horaires dans les 2 secteurs de la baie
— non aux embauches pour la durée d'un chantier.

Argus de la Presse parlée en grève

QUARANTE QUATRE HEURES AVEC LES ECOUTEURS AUX OREILLES... ET LES INSULTES EN PRIME

« L'Argus de la Presse Parlée » est une « filiale » de l'Argus de la Presse Ecrite, mais pour la direction ce sont deux sociétés séparées. L'an dernier le personnel de l'Argus de la presse écrite, a obtenu par une grève de trois semaines, les statuts que nous demandons aujourd'hui : elles étaient quarante, nous ne sommes que trois ».

Trois femmes en grève, trois sur les quatre qui travaillent pour Monsieur le Comte de Sauvan d'Aramon et sa belle-mère, la comtesse Pelletier de Chambure à l'Argus de la presse parlée.

Elles écoutent, 8 heures par jour, chacune un poste, avec des écouteurs, inutile de préciser le mal de tête qui guette les filles. En plus elles tapent à la machine

le résumé de l'émission pour demander à l'abonné si ça l'intéresse... et c'est elles aussi qui prospectent pour de nouveaux abonnements. Si une marque est attaquée, elles écrivent en lui proposant le repiquage de l'émission.

La lutte a commencé pour que le samedi matin soit férié. Pendant trois semaines, les filles ne sont pas venues travailler le samedi. Devant les menaces de licenciement, trois filles se mettent en grève. Le chef, du coup, il travaille 60 heures par semaine pour essayer de combler le trou, il fait même travailler sa femme à la maison ! Pour la semaine de 40 heures, la mensualisation, le réajustement des salaires, pour le

complément des effectifs, les grévistes en appellent à la solidarité de tous, sur le quartier notamment, où elles ont déjà pris contact avec le comité de chômeurs et le groupe femme 3^e. Permanence : salle 1, UD CFDT 85, rue Charlot 75003 Métro République

Soutien financier : chèques à Melle Gilles
UL CFDT 1234 Permanence juridique
85 rue Charlot 75003 Paris

N.T
Nous publierons une tribune des grévistes bientôt

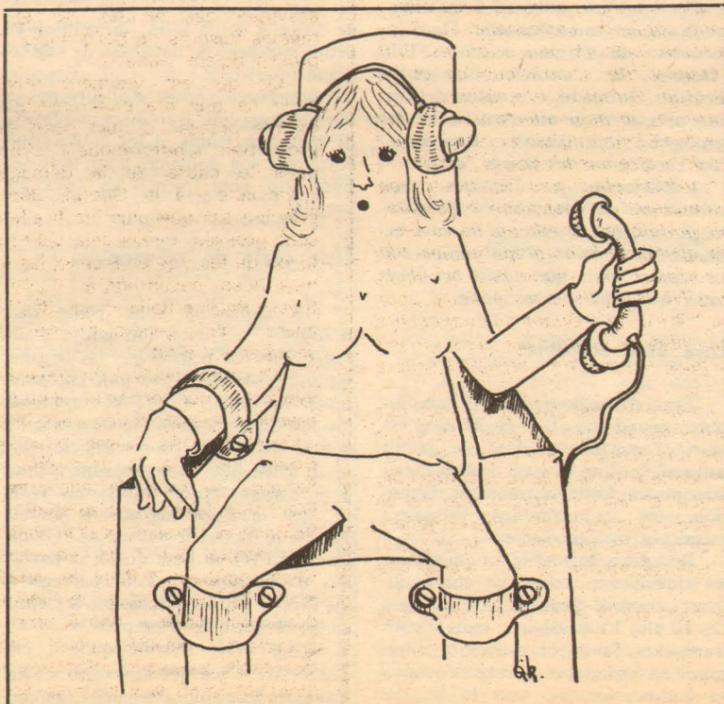
ILLEGAL ?

Quatre transistors, trois postes télé, trois magnétos neufs et quelques autres d'occasion, des vieilles bandes magnétiques qui servent depuis deux ans et quatre employées à 1 730 F par mois, voilà pour les frais. Une minute de bande magnétique 140 F, voilà pour les bénéficiaires... Revendre la presse parlée ça rapporte ! Mais au fait... depuis quand est-ce permis ?

L'ancien PDG de l'agence de presse parlée s'est trouvé obligé de fermer au bout de quelques mois, l'ORTF le menaçant d'un procès.

Quand les filles téléphonent à Radio France, elles ont pour consigne de se faire passer pour simples auditrices et ne doivent pas mentionner qu'elles travaillent pour l'Argus de la presse parlée.

On sait que l'usage commercial des émissions de télé et radio est interdite, à moins de dérogation... certains parlent d'appuis politiques, de pots de vin...



Au Foyer Chanteloup pour jeunes délinquants d'Arpajon

UN DIRECTEUR PAS PLUS FIER QUE ÇA...

Négociations forcées hier au foyer de délinquants du Petit Chanteloup à Arpajon entre la CFDT, la direction de l'action sociale et Leclerc, directeur de l'institution : pour tenter de liquider la section CFDT Leclerc licencié tous les gèneurs qui refusent sa pédagogie répressive vis-à-vis des jeunes délinquants et sa gestion de patriarcat.

Il y a un an, une longue grève avait abouti à la fermeture du foyer et à l'intervention de la police, il s'agissait déjà de protester contre le licenciement du précédent directeur par Leclerc, pour climat malsain. Protégé en haut lieu et notamment par Padovani à la Direction de l'action sociale, Leclerc avait tenu bon.

Mais cette fois, les éducateurs

sont bien décidés à gagner : une trentaine de militants CFDT, délégation d'une quinzaine d'institutions et d'hôpitaux, sont venus invités par les éducateurs de Chanteloup, appuyer leur exigence de la levée du dernier licenciement. Ils ont envahi la salle de réunion du foyer à l'occasion de négociations qu'avait obtenue la CFDT du foyer. Cette action a été organisée afin d'éviter qu'une fois de plus Leclerc se dérobe devant la discussion. Après avoir refusé de laisser sortir le représentant de la DASS, les éducateurs ont attendu que les négociations puissent s'engager.

Pendant plus d'une heure, Leclerc et la DAS refusent de parler. Leclerc se laisse — sans

démentir — traiter de menteur, de faussaire, d'hypocrite, accusations avancées par les syndicalistes sur la base des pièces du dossier. Il accuse le coup, tendu mais résigné. « Pour une fois qu'on vous tient derrière un table M^r Leclerc... » dit un éducateur, « vous m'avez licencié il y a un an, je suis là pour que ça cesse » annonce un autre, « il va falloir penser aux sandwiches... ».

Ces messieurs sursautent au déclic d'un appareil photo, la pipe de Leclerc enfume la pièce. Godin, un ami de Leclerc qui est devenu par ses soins économiste, directeur adjoint, sous-directeur, coordinateur et éducateur sourit jaune, pas plus bavard. C'est lui qui lors de la création de la section CFDT a publié des tracts signés *Force ouvrière* se réclamant d'une section que Leclerc reconnaissait comme

majoritaire... jusqu'au jour où la fédération FO a dénoncé cette manœuvre en déclarant n'avoir jamais eu de section au Petit Chanteloup ! Oui, avec toutes les manœuvres de Leclerc pour sauver son pouvoir, on comprend qu'il n'ait pas très envie de parler.

Cependant, las, à 17 heures il accepte la reprise des négociations, en discutant cette fois du licenciement comme l'exige la CFDT. Les négociations sauvages sortent et vont se détendre sur la pelouse. Il faut maintenant attendre le résultat de ces négociations.

Mais ce qui est sûr, c'est que Leclerc n'est plus seul maître chez lui, les éducateurs n'acceptent plus ses conditions.

« Peut-être qu'un jour nous demanderons votre licenciement M. Leclerc » disait un éducateur de Chanteloup à son patron...

l'homme des casernes

PROVOCATION ET PROCES CONTRE LES ANTIMILITARISTES MULHOUISIENS

Le 12 mai prochain, 12 membres du comité de soutien mulhousien (militants politiques et syndicaux CGT-CFDT) vont passer devant le Tribunal correctionnel. Il leur est reproché :

- outrages aux forces de l'ordre
- Rébellion
- Port d'armes (6^e catégorie)
- Inscriptions sur les murs.

Ceci est une machination policière, visant à nous discréditer face à l'opinion publique et à nous condamner pour nos idées politiques.

Nous contestons ces accusations.

Le 22 janvier dernier, nous sortions d'une réunion préparatoire au meeting « 6 heures contre la répression » devant se dérouler deux jours plus tard au Palais des Fêtes. Nous affirmons que nous n'étions en possession ni de peinture ni d'armes.

Nous nous sommes fait bloquer par un dispositif policier très important, dans une rue piétonne, et embarquer violemment sans en connaître les raisons. Notre attitude fut une résistance passive. Nous avons été gardés à vue pendant deux jours au commissariat central.

Nous disons qu'il s'agit d'une manœuvre policière, ayant pour but de saboter les « 6 heures contre la répression », ainsi que le mouvement de solidarité qui s'est développé à Mulhouse pour les soldats et militants emprisonnés, à propos de cette soi-disant entreprise de démoralisation de l'armée.

(...) Ce procès engagé contre nous se situe dans ce contexte global de répression et d'atteintes aux libertés politiques.

Pour faire échec à cette provocation d'un pouvoir chancelant, nous appelons à la mobilisation de toutes les forces démocratiques.

Apportez votre soutien, en dénonçant publiquement avec nous cette machination et ce procès, en manifestant le 12 mai 1976 devant le Palais de Justice de Mulhouse (8 h 30).

Les 12 inculpés

Le 30 avril, aura lieu une soirée de soutien aux inculpés. Deux films seront présentés : « Le charme discret de la démocratie bourgeoise » et « la Sixième face du Pentagone ».

UN MEDECIN MILITAIRE EMPRISONNE !

Avant-hier, une cinquantaine de personnes a accompagné Gilbert Cornillon à l'École de santé militaire de Lyon. Elève à l'école du service de santé des armées de Lyon, il demande la résiliation de son contrat d'engagement depuis 1972. Parce qu'il refuse d'exercer une médecine qui n'est pas au service de l'appelé, mais uniquement au service du commandement, Gilbert Cornillon poursuit sa formation dans un hôpital civil ; l'armée ne connaissant que la répression, elle fait rechercher comme déserteur. Dès son arrivée à l'École de santé, Gilbert a été mis aux arrêts de rigueur et transféré à Montélimar. Un collectif de soutien s'est formé à Lyon qui exige l'arrêt de toutes les poursuites et la possibilité pour tout engagé de résilier son contrat.

Correspondant Lyon

TRIBUNE des luttes

Une tribune du Mouvement de défense des handicapés A L'ASILE !

Il y a trois semaines, « Le Monde » a publié un très méchant papier. Il s'agissait de rendre compte d'un certain congrès tenu à Cannes sur les problèmes d'appareillage et de réadaptation des handicapés ; là étaient rassemblés la faune qui en tire habituellement sa subsistance : médecins, tenanciers de « centres », rééducateurs, psychologues et fonctionnaires de tout poil, sous la houlette bienveillante du Ministre de la Santé.

Qu'est-il donc sorti de cette vaste confrontation de compétences ? Le correspondant local du « Monde » s'en fait l'écho avec une impavidité gourmande. Jugez plutôt : il est maintenant tout à fait admis que les handicapés moteurs souffrent de troubles psychiques, même quand ils n'ont pas de lésion cérébrale ; c'est d'autant plus certain, ajoute-t-on gravement, qu'ils sont atteints à la moelle épinière. Pensez donc : il y en a qui ont des problèmes sexuels... d'où, bien sûr, l'obsession du même nom, avec son cortège de honte et d'humiliation. Même honte, même humiliation pour ceux qui sont en fauteuil roulant : ils doivent regarder les autres de bas en haut. Ils éprouvent de plus une frustration de leur « pulsion de mouvance » (1). Tout cela, bien sûr, se traduit par des comportements psycho-pathologiques caractérisés : agressivité ou passivité, dépression ou bonne humeur suspecte ; bref, comme dirait De Gaulle, tout et le contraire de tout ; il y en a même, de ces psychopathes, qui font de la « surcompensation » ! Entré ça et là la paranoïa, la marge est évidemment très faible. Cependant, continue sereinement le journaliste du « Monde », il ne semble pas souhaitable de « psychiatriser » systématiquement tous les handicapés. Merci pour eux.

Devant tant de sottises et de bassesses débitées sur un mode naïvement technique, on reste partagé entre l'indignation et la perplexité. Qu'est-ce que cela veut dire ? Le « correspondant local » en a-t-il rajouté ? C'est peu probable et en fait, il importe peu. Ce qui est surprenant, c'est que la rédaction du « Monde » ait laissé passer une telle « information » à l'état brut. Pour un journal qui s'est fait une spécialité de morale et de décence, il y avait là une belle occasion de sortir un commentaire, une mise au point, quelque chose enfin pour contrebalancer l'étrange copie du correspondant. Sans cette élémentaire précaution, certains lecteurs peu informés sont évidemment portés à prendre pour vérité scientifique ce qu'ils trouvent dans la rubrique médical d'un journal réputé sérieux. C'est qu'en vérité, sur le mode psychiatrique, on peut aller très loin : les prolétaires ne sont-ils pas frustrés dans leur « pulsion dirigeante » ? Les Noirs ne sont-ils pas mortifiés de n'être pas blancs ? (Certains le pensent) Et les femmes ? Ne souffrent-elles pas de frustration phallique ? N'ont-elles pas un complexe de castration ? Psychiatrisons les femmes, les Noirs et les prolétaires. D'ailleurs ne voyons-nous pas tous les jours d'agressifs, de déprimés ou d'apathiques ? Et les chômeurs ? Peuvent-ils être normaux les chômeurs ? N'ont-ils pas honte de leur parasitisme ? Ne sont-ils pas anxieux pour l'avenir, et même pour le présent ? A l'asile ! Quant aux opposants au régime, la question ne saurait faire de doute : les gens qui ne sont pas de l'avis du pouvoir sont fous ; voyez Plouhctch. A l'asile ! Ça finira par faire du monde...

La vérité, c'est que, pour le pouvoir et ses auxiliaires, tout fait l'affaire : les fous, c'est bien connu, on les met à l'écart. Dans un congrès, quelqu'un assure que les handicapés sont fous ; donc on mettra les handicapés à l'écart. Et voilà d'un seul coup justifiées les usines-hospices, les ateliers protégés et les « centres d'aide par le travail » où les travailleurs handicapés sont exploités sans vergogne, et parqués comme des animaux. Voilà enfin justifiée la loi d'orientation sur les handicapés qui institutionnalise à leur égard une ségrégation de fait.

Et s'ils ne sont pas contents, c'est qu'ils sont encore plus fous qu'on l'a dit : à l'asile !

(1) En français : besoin de se déplacer.

ORLEANS : ASSISES REGIONALES DES TRAVAILLEURS SANITAIRES ET SOCIAUX EN FORMATION

Organisées par l'Union régionale Santé CFDT d'Orléans et la Coordination régionale des Ecoles, ces Assises ont pour but d'opérer la jonction entre les préoccupations du secteur professionnel et les luttes éparses menées dans certaines écoles depuis septembre.

Les commissions et les débats organisés autour des conséquences de la loi sociale et de la loi hospitalière, du statut de travailleurs en formation et de l'emploi pourront permettre de structurer en profondeur le mouvement et de déboucher sur des mobilisations en rap-

port avec la combativité croissante dans le secteur, comme en témoignent les luttes récentes dans la région.

Elles auront lieu à Orléans le 24 avril à partir de 14 heures à la MJC de la Source.

MARSEILLE L'EQUIPE DES BUISSONNETS CONTRE-ATTAQUE

L'équipe des éducateurs du foyer des Buissonnets, fermé par la DDASS de Marseille, passe de nouveau à l'action pour obtenir la réouverture du foyer et la levée des licenciements abusifs. Elle organise le mercredi 28 avril à 14 heures un rassemblement devant la DDASS, 66 rue Saint Sébastien à Marseille.

Monsieur la Générale...

une femme promue général, pour l'anniversaire de ses 55 ans, on peut évidemment en rire, s'en amuser, mais pas n'importe comment. La grande presse s'est payé une bonne tranche de grosse rigolade, pensez donc, l'époux de la générale est seulement colonel, ça va poser des problèmes dans le ménage, vous ne croyez pas... Ces commentaires ne sont pas vraiment drôles, tout simplement parce qu'ils ne sont pas antimilitaristes, mais bêtement sexistes. Il faut un temps où des femmes étaient commissaires de l'Armée rouge, dans l'URSS assiégée des années 20, et les mêmes faiseurs de bons mots de la presse riaient jaune.

Ce qui est vraiment ridicule, c'est ce que n'a pas remarqué la grande presse : à quel point cette promotion « pittoresque » s'inscrit dans le cadre de la démagogie « féministe » à la Giroud, dont le principe est que plus les ficelles en sont grosses, mieux cela vaut ; une façon de faire qu'en France, les femmes vivent davantage à l'heure des foyers Pauline Rolland que des honneurs du généralat ou des secrétariats d'état.

L'extrême audace du Conseil des ministres qui promeut « pour la première fois en France » une femme général(e) nous laisse totalement froids. En 1936, la promotion des femmes au rang de ministres du Front populaire (à une époque où les femmes ne votaient pas) n'avait-elle pas donné lieu à un interminable débat juridique ? Rien de nouveau sous le soleil... Que le médecin général(e) Valérie André soit une personne manifestement inéquitable qui avoue volontiers avoir pris son pied aux commandes de son hélicoptère dans les rizières

tonkinoises et dans les djebels algériens ne change rien à l'affaire : nous vivons dans une société où la promotion de femmes à de telles « responsabilités » sera toujours prétexte à galéjades diverses et stupides.

Passons donc sur l'immense éclat de rire graveleux qui a dû secouer les états-majors de la grande muette à l'annonce de la bonne nouvelle. Il reste que les femmes intéressent l'armée. Depuis quelques temps, sa campagne pour le recrutement des personnels féminins s'est intensifiée, il y a actuellement plus de 10 000 femmes dans l'armée française et, à la faveur de la crise économique et des salaires pas si médiocres, il n'y a pas de raisons que cela s'arrête. Seulement voilà : dans l'armée, les femmes ont des grades, des soldes, des uniformes, sont astreintes à la discipline militaire, mais féminité oblige, on ne va pas les embaucher pour n'importe quoi, tout de même : elles seront secrétaire dactylo, plieuses de parachutes, téléphonistes... comme la nouvelle générale est elle-même médecin... Comme quoi, les femmes peuvent être embrigadées comme des hommes, servir éventuellement de chair à canon, mais de là à faire vraiment la guerre, à commander, tout de même... Toutes les Giroud du monde n'y peuvent rien ; est-ce un hasard si, par contre, toutes les luttes de libération nationale, toutes les révolutions abolissent radicalement cette image dégradante de la femme ? Il nous plaît de penser que parmi les soldats du Vietnam qui prirent pour cible l'hélicoptère de madame la générale, dans les années 50, il y eut plus d'une femme...

A.B.

des fleurs et des pavés

livres

LA GEOGRAPHIE ÇA SERT D'ABORD A FAIRE LA GUERRE

Yves Lacoste

petite col. Maspéro — 12 F — Revue Hérodote n°1 et 2

La géographie était l'une des disciplines « scolaires » qui avait été le moins touchée par les remises en cause de ses méthodes et de ses finalités. C'est fini, après la vigoureuse et rigoureuse attaque dont elle est l'objet, de la part de Lacoste dans son livre, et de l'équipe de la revue Hérodote (dirigée par le même Lacoste). Et il s'agit là d'un événement dont il faut rendre compte.

En effet, quoi de plus apparemment neutre que la géographie ? De moins « engagée » que l'analyse des synclinaux ou anticlinaux ? Neutralité rien moins qu'évidente : ce que met en lumière ce livre et cette revue, c'est la fonction idéologique très précise et très importante pour le système, de la géographie. « La géographie est d'abord un savoir stratégique étroitement lié à un ensemble de pratiques politiques et militaires, et ce sont ces pratiques qui exigent le rassemblement articulé de renseignements extrêmement variés, au premier abord hétéroclites... »

Ces différentes pratiques sont analysées : du cadre national qui est la base de tout enseignement de géographie, et tend à faire passer pour « naturel » le découpage en nations, jusqu'aux analyses précises de l'espace, du type d'habitat dans telle ou telle région, qui ont une valeur stratégique incalculable dans la lutte contre les « ennemis de l'intérieur ». Le tout étant noyé dans un nuage idéologique épais qu'il s'agit de percer : « La proclamation du caractère exclusivement scolaire et universitaire de la géographie, avec comme corollaire le sentiment de son inutilité, est une des plus habiles et des plus graves mystifications qui aient aussi efficacement fonctionné... »

Cette critique de l'enjeu idéologique de la géographie se double d'une critique épistémologique de son fonctionnement : remarquables à cet égard les pages où Lacoste examine les « critères de choix » des géographes, la rupture totale entre pratique et théorie, ou encore la dualité entretenue entre domaine des « choses » (« géographie physique ») et domaine des « hommes » (« géographie humaine ») etc... Bref, repérer là où l'apparence « descriptive » des analyses devient pratique idéologique.

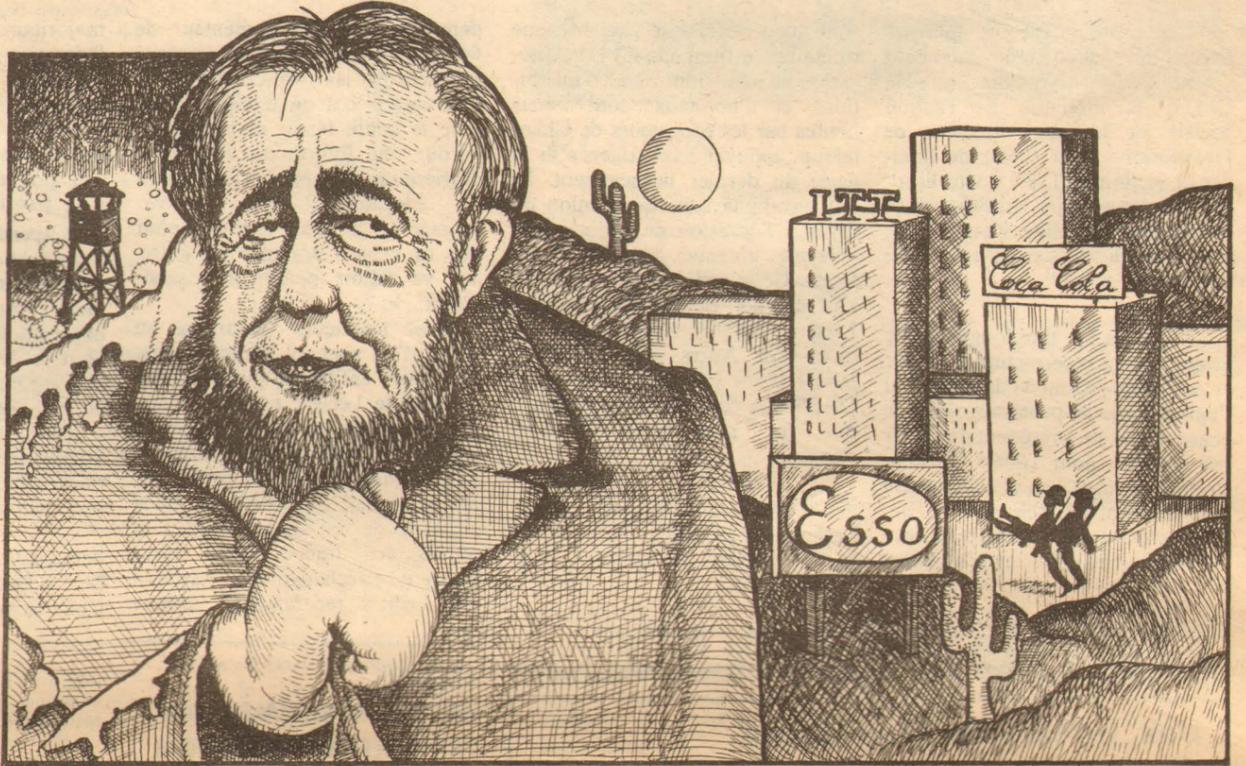
On lira, en particulier dans le N°1 d'Hérodote, l'interview de Michel Foucault, dont les travaux ont beaucoup influencé ces recherches, et l'étude de Lacoste sur le bombardement des digues du fleuve rouge en 1972, Vietnam, et dans le N°2, celle de Ronai et Bernard sur l'Europe du Sud et la notion de méridionalisme.

Ces recherches sur l'importance stratégique, pour les révolutionnaires, de l'espace et de son organisation, ont souvent été délaissées par les penseurs marxistes, à la notable exception de Gramsci, qui s'est longuement penché sur les rapports entre Etat et territoire, domination et hégémonie dans ses recherches sur l'unité italienne...

C'est de ce désintérêt quasi-général et spontané sur ces questions que ce livre de Lacoste et cette revue Hérodote proposent de se défaire : le caractère très ouvert, quelquefois contradictoire, des articles de la revue est très encourageant à cet égard : la recherche ne risque pas de se figer dogmatiquement avant d'avoir commencé. A suivre avec intérêt.

Michel Field.

Lire « L'archipel du Goulag » ?



Comment lire Soljenitsyne ? La parution du troisième tome de *L'Archipel du goulag* ne saurait manquer de poser à nouveau une question qui a déjà suscité de nombreux débats à l'extrême-gauche et ailleurs. Déjà, nous sont parvenues des contributions pour le moins contradictoires...

Ce n'est pas Soljenitsyne qui a révélé l'existence du goulag, mais la révélation ne peut être qu'un premier temps. Soljenitsyne a montré qu'il ne suffisait pas de savoir, qu'il fallait comprendre, non pas seulement expliquer, mais comprendre les camps dans l'ensemble de leur détermination. A cela les témoignages individuels ne suffisaient pas quelle qu'en soit leur lucidité politique.

Il y a dans *L'Archipel*... les voix du goulag elles-mêmes et ces voix font masse, non seulement en

quantité mais en diversité, l'ensemble est moins un témoignage qu'une enquête, une somme. Le goulag n'est plus alors, ce que Staline a voulu qu'il fût, il est aussi ce que les forçats en ont fait, il est leur refus, leur lutte. Comprendre que les camps n'ont pas été muets c'est comprendre qu'ils n'ont pas été une parenthèse dans la société stalinienne. Les voix de l'intérieur du goulag modifient cette société, elles y produisent une résistance, peut-être la résistance la plus massive que le stalinisme ait connue. Soljenitsyne rend compte de la diversité et de la dureté de cette ou de ces résistances.

La signification de l'exil forcé de Soljenitsyne s'éclaire alors : lui interdire de parler de l'intérieur, dans le prolongement du goulag.

Marc Corti.

SOLJENITSYNE ENCORE...

Tandis que Léonide Pliouchitch s'en va de par le monde servir la cause de la lutte anti-bureaucratique et celle de la libération des prisonniers politiques en URSS, Soljenitsyne nous livre aux Editions du Seuil le tome 3 de *L'Archipel du Goulag*, où il achève sa gigantesque fresque historico-psychologique du système de répression stalinien. La haine que le régime inspire à l'auteur nous vaut des pages accablantes, où nous est rendu tangible l'horreur quotidienne du camp, de la rélegation, l'horreur de la dékoulakisation, de la déportation de peuples entiers, mais aussi le souffle qui anima les révoltes dans les camps aux alentours de la mort de Staline. Mais voilà, si la haine d'un régime dont il est lui-même le produit conduit Soljenitsyne à multiplier les témoignages, à ne rien nous épargner de l'absurdité, de l'ignoble, de l'inhumain de l'appareil concentrationnaire « soviétique », elle l'aveugle aussi. Elle l'aveugle sur les raisons profondes du Goulag, envers nécessaire de la domination bureaucratique, elle lui interdit d'en faire une analyse de classe, elle le conduit vers une curieuse nostalgie du temps des Tsars... du temps des Tsars, les prisons étaient plus douces, une partie de plaisir, voyez Lénine, il y écrivait, il dirigeait ses partisans, on pouvait s'évader, dans les camps staliens, l'évasion est vouée à l'échec, et la révolte même... Nous ne contesterons pas que le système répressif stalinien l'ait emporté de loin en « perfectionnement » sur le système tsariste, mais par contre nous ne saurions admettre le passésisme de Soljenitsyne, son psychologisme, son attendrissement sur les vertus du « peuple russe », de cette âme slave que Staline a voulu détruire, par delà des classes sociales. L'anticommunisme de Soljenitsyne est tel, que nous sommes bien

DOCUMENT

« J'ai passé 17 ans au camp de Vorkuta »

Jacob Stein, 63 ans, ouvrier juif ukrainien, 17 ans au camp de Vorkuta (1937-1954) a fini par s'exiler en Israël parce qu'il ne pouvait plus supporter l'antisémitisme en URSS. En Israël non plus il n'a pu tenir. Après avoir voulu retourner en URSS, il finit par s'installer à Vienne où il est fraiseur.

J'ai été arrêté en 1937. J'ai passé 17 ans atroces au camp du NKVD à Vorkuta. Les années dans les camps marquent toute la vie d'un homme d'un sceau indélébile. Mais malgré tout ce que j'ai subi, je suis resté un homme de gauche. Je suis pour un socialisme qui assure au peuple une liberté réelle, non factice ; pour un socialisme qui apporte à l'humanité le bonheur et la joie, non pas le cachot, les camps, les souffrances et la mort. Soljenitsyne, lui, est devenu un homme de droite. Il est normal que nous jugions différemment ce que nous avons vécu ainsi que la situation actuelle de l'URSS. Il est urgent que l'on écrive sur notre passé amer sous Staline. Mais il faut le faire avec la plus grande objectivité, sans falsifier les faits historiques, et surtout on n'a pas le droit de calomnier les opinions des victimes de l'arbitraire stalinien.

Ceci surtout si l'on parle de ceux qui sont morts et ont souffert dans les camps et les chambres de torture de Staline. Même s'ils étaient communistes. D'autant plus que les communistes assassinés par Staline n'étaient en rien pareils à ceux d'aujourd'hui. Ils ne menaient pas la grande vie dans des maisons confortables construites spécialement pour eux. Ils n'avaient pas d'autos modernes, ils ne cachaient pas leur bien-être personnel, ils ne s'enrichissaient pas sur le dos des souffrances du peuple, ils ne se pavanaient pas

comme des satrapes du Tsar en uniformes cousus d'or. Ils ne plaçaient pas leurs avantages personnels au dessus de tout mais vivaient la vie de leur peuple. Ils ne reconnaissaient pas le bourgeois moustachu comme « le disciple fidèle et l'héritier de Lénine », mais le considéraient avec raison comme une canaille et un assassin d'une vulgarité indépassable, un véritable escroc politique qui a fait du merveilleux mot « socialisme » une horreur pour les peuples du monde entier.

On peut chercher en vain dans « *L'Archipel Goulag* » un seul mot positif en faveur de ces milliers d'hommes formidables qui y ont passés de révolutionnaires d'une sincérité claire comme le cristal et de leurs familles éprouvées et dont les innombrables fosses communes, sans identité sont depuis longtemps déjà recouvertes par la mousse. Dédaigneusement, le Prix Noble les appelle « ceux qui ont bizarrement disparu » et ne manque pas une occasion de ternir de couleurs sombres et d'affabulations leur mémoire de martyrs. Je suis d'accord avec les frères Medvedev lorsqu'ils affirment que l'anticommunisme outrancier de Soljenitsyne l'empêche d'être objectif et de juger les faits et les événements historiques d'un point de vue humain et sain et le font tomber dans une haine aveugle pour tout le passé révolutionnaire du peuple russe. (...)

12 janvier 1976

THEATRE
LE PALACE
DIRECTEUR PIERRE LAVILLE

du mardi au samedi 21 h - dimanche 15 h

**TIENS LE COUP
JUSQU'A LA
RETRAITE, LEON**
de Georges Michel
mise en scène Fabio Pacchioni
relâche exceptionnelle mardi 27
8, rue du Fbg-Montmartre, 770.44.37
location FNAC-COPAR et agences
mise en scène Régis Santon

ce soir, sur



20 h 30 : Apostrophes : la télé et son public
**OUVREZ LES YEUX,
FERMEZ LA TELE**

En France, les années cinquante et surtout les années soixante ont vu le déclin puis la disparition des quotidiens « d'opinion » (Libération première manière, Combat, etc.) Dans le même temps le nombre de postes de télévision était multiplié par dix. La télé devient un phénomène de masse avec la V^e République : l'Etat fort concentre les moyens d'information, l'idéologie de l'ex-ORTF est de plus en plus partisane (vidage des journalistes contestataires après 68 !)

De Gaulle saura se servir à merveille du petit écran, il en fera un véritable mode de gouvernement, pendant la guerre d'Algérie et Mai 68 : conférences de presse, allocutions télévisées... Il n'est pas le seul : lors de la campagne présidentielle de 1960 aux Etats-Unis, une chaîne de télé organise une confrontation entre Kennedy et Nixon. Nixon fit triste figure, fond de teint décoloré, rides, yeux cernés à côté du play-boy Kennedy ! Moralité, Kennedy gagna les élections... La télévision personnalise le pouvoir, rappelez-vous le « match » Giscard-Mitterrand en 74. Elle le sacralise (les ornements des allocutions de De Gaulle : portrait du président, musique militaire, ton grandiloquent) et le « dépolitise » en le faisant rentrer dans l'intimité de millions de spectateurs (Giscard). La télé, instrument de la classe dominante, fabrique de l'idéologie, donc de la mystification. Et tout le monde sait que l'image a une puissance de manipulation, d'intoxication beaucoup plus grande que le Mot (la presse écrite) !

Les mass-média et plus particulièrement la télévision sont un enjeu décisif pour la lutte des classes. Les différentes expériences du Chili, du Portugal, de l'Italie en sont la preuve : prétendre comme le PCF, que la télé est neutre, qu'elle devra simplement être démocratisée, signifie qu'on laisse la classe bourgeoise disposer de la quasi-totalité des moyens « d'information » ! Ce n'est pas non plus un hasard si le pouvoir empêche la diffusion et l'implantation de la vidéo en France. Il faut se battre pour la socialisation des moyens d'information, condition essentielle pour une télévision faite par les travailleurs pour les travailleurs.

télévision

Vendredi 23 avril.

TF 1

20.30 **Au théâtre ce soir.**
Arsenic et vieilles dentelles, une pièce de Joseph Kesselring.
Deux demoiselles d'un certain âge « suppriment » les souffrances des hommes seuls et abandonnés...

22.15 **Lunatiques.**
Une émission de Jean Duché : faut que ça tourne !

La suite des aventures du malheureux Lunien débarqué sur notre chère planète... Jean Duché, Jean Duché ? C'est bien le chroniqueur allègrement réactionnaire de « Elle » ?

21.30 **Apostrophes.**
Emission de Bernard Pivot : la télévision et son public.
Avec Jean-Marie Piemme (« La propagande inavouée » 10/18), Jean Diwo (directeur de Télé 7 jours), Claude Durieux, journaliste au Monde, etc...

(Voir ce soir sur A2)

22.40 **Ciné-club : Pierre et Paul, un film de René Allio (1966).**

Le réalisateur de « La vieille dame indigne », des « Camisards », montre ici la perte chez un homme de quarante ans et conducteur de travaux, de identité sociale et psychologique. Loin d'être limité aux « petits problèmes d'un cadre moyen », c'est un film sur le mal de vivre dans cette société (ce qui rejoint le cinéma de Faraldo, Queysanne, Jessua...)

FR 3

20.30 **Vendredi : la sélection par les maths.**
Avec Haby, Cornec, Attali et des témoignages d'élèves. Le problème, c'est que les maths ne constituent qu'un maillon dans la longue chaîne sélective de l'Education Nationale !

21.30 **America, suite de la série de la BBC présentée par Alistair Cook.**

On vous a déjà dit que ces émissions étaient très intéressantes (comme il y en a treize, est-ce qu'il faudra le répéter toutes les semaines ?). Ce soir, Mister Cook nous emmène au tout début de la Nation Américaine : les premiers colons qui étaient-ils ? Où allaient-ils ? Que pensaient-ils ?

loin du premier cercle ! Selon lui, il n'y aurait en URSS, et jusque dans les camps, de communistes « bien pensant » à la botte du régime. Tous les exemples qu'il nous donne sont marqués de son a priori réactionnaire, et il prétend parler au nom du peuple russe, au nom de tous les détenus. Medvedev conteste violemment qu'il en soit ainsi, dans le Monde du 16 mars, et l'at-

titude de Pliouchtch en est la dernière preuve éclatante.

On peut donc ne pas s'attarder à ce dernier volume de l'Archipel du Goulag, dans la mesure où il s'insère dans la croisade de l'auteur pour la défense du « monde libre ». « Témoignage unique sur l'histoire de ce siècle », nous avertit l'éditeur. Oui en ce sens que nul ne savait les révoltes héroïques

qui ont éclaté dans les camps, par exemple. Mais témoignage partiel, partial, et par là même suspect. Soljenitsyne ne nous dit pas tout, non sur l'horreur des camps, mais sur les oppositions que l'on y rencontre. Il a choisi son bord, et ne parle, avec émotion, que des siens...

Denise Avenas

UN TEMOIGNAGE

D.A dans l'article **Soljenitsyne encore...** procède par oppositions simples, manichéistes d'une certaine façon : Pliouchtch contre Soljenitsyne, Soljenitsyne auteur d'« Une journée d'Ivan Denissovitch » et du « Premier Cercle » contre Soljenitsyne auteur de « L'Archipel du Goulag » et admirateur de l'Espagne fasciste. Et le verdict de tomber : « On ne peut donc s'attarder à ce dernier volume de l'Archipel du Goulag dans la mesure où il s'insère dans la croisade de l'auteur pour la défense du « monde libre ». C'est vouloir tracer une croix un peu rapidement sur « l'Archipel du Goulag » qui est le témoignage le plus important le plus passionnant et le plus passionné sur ce qu'a été et demeure la terreur stalinienne. Ce que reconnaît D.A d'une certaine manière, mais pour mieux le rejeter, et ceci au nom des gesticulations récentes de Soljenitsyne à la télévision française, espagnole...

Mais là D.A va trop vite. Elle oublie un détail qui a son importance : l'Archipel du Goulag qui a été écrit de 1958 à 67, c'est à dire durant la même période, en gros, où Soljenitsyne écrit Ivan Denissovitch et le Premier Cercle dont D.A fait, à juste titre, l'éloge. Par delà ce détail historique, l'idéologie de Soljenitsyne dans ses ouvrages ne varie guère : simplement dans l'Archipel du Goulag, Soljenitsyne l'exprime plus crûment. Ce qu'a écrit Lukacs : « Soljenitsyne apparaît, sur le plan littéraire, comme une critique purement plébéienne et non pas communiste de l'ère stalinienne. » s'applique parfaitement à l'Archipel ; on peut le lui reprocher, mais cela ne change pas grand-chose à l'affaire. L'ignorer ou encore réduire son intérêt à « une série de vignettes pittoresques » (E.Mandel, Imprecor n°0) me semble relever d'une démarche profondément sectaire.

Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie de Soljenitsyne, encore moins de gommer ses positions présentes ou passées. Malgré ses a priori, ses partis pris et les distorsions mêmes que Soljenitsyne introduit dans son récit, ce livre reste le témoignage le plus accablant sur ce que

fut la réalité quotidienne de la terreur stalinienne.

Soljenitsyne l'a écrit au moment où la déstalinisation battait son plein ou plutôt la mascarade khrouchtchevienne autour des « erreurs de Staline » — Khrouchtchev dans son rapport au XX^e congrès n'expliquait-il pas que la déstalinisation devait rester une affaire strictement interne au parti ? Contre **Une journée d'Ivan Denissovitch**, se multipliaient les « contre-récits » sur les camps où la réalité était complètement déformée et où émergeaient, « les communistes-qui n'avaient pas perdu la foi dans le parti », héros positifs, dans la masse des détenus qui n'avaient eue que ce qu'ils méritaient.

L'Archipel du Goulag est un réquisitoire contre cette mascarade, contre l'hypocrisie de la bureaucratie qui, tout en versant des larmes de crocodile sur les victimes du « culte de la personnalité », maintenait les camps et diversifiait son arsenal répressif. Que celui qui en doute, lise **Mon témoignage** de Martchenko, sur la réalité des camps post-staliniens. Soljenitsyne ne parle pas que des « siens », de tous les « sans voix » victimes de la terreur stalinienne, des laissés pour compte de déstalinisation : les millions de paysans déportés au moment de la dékoulakisation, les milliers de prisonniers de guerre qui sont passés sans transition des camps de concentration allemands aux camps du Goulag, les peuples entiers déportés sous Staline comme les Tatars de Crimée, réhabilités mais seulement « sur le papier », tous les

« politiques malgré eux » condamnés sur la base de l'article 58 :

« Le gérant d'un club rural part avec son gardien acheter un buste du camarade Staline. Achat effectué. Le buste est un machin lourd et encombrant à porter, il faudrait pouvoir le placer sur un brancard et le porter à deux, seulement c'est au dessous de la dignité d'un gérant de club : « Vas-y, tu arriveras bien à le coltiner, débrouilles-toi. » Et il part en tête. Le vieux gardien met un temps fou à s'organiser. Il le prend sous le bras : pas le bras assez long. Le porter devant soi : ça vous fait mal dans le dos on est forcé de se rejeter en arrière. Il finit par trouver : enlevant sa ceinture, il en fait un noeud qu'il passe autour du cou de Staline et il porte comme ça dans son dos par les rues du village. Là, pas de discussion possible, le cas est clair. 58-8, terrorisme, 10 ans. »

Dans le troisième tome, Soljenitsyne décrit la montée de la résistance dans les camps, à la fin des années quarante, de la résistance pour la simple survie à la liquidation des mouchards, aux formes collectives de résistance qui déboucheront sur les grands soulèvements, comme celui de Kenguir de 1953 qui dura 40 jours et fut écrasé sous les tanks.

L'Archipel du Goulag est un pavé dans la mare de la bureaucratie. Témoignage partiel, partial, certainement, mais non moins recevable. Il témoigne aussi, a contrario, de la difficulté d'être communiste en Union Soviétique.

Eric Laurent

PASSION DU GENERAL FRANCO ARMAND GATTI

présenté par le Centre National de Création Contemporaine, dir. Pierre Laville
du mardi au samedi à 20 h 30 - matinée dimanche à 15 h

aux ENTREPOTS NEY-CALBERSON

3, bd Ney, Paris-18^e, métro Porte de la Chapelle, bus n° 65-PC
tél. 770.44.37

Dans l'objectif

PROVINCES

ANNECY

● Au Théâtre d'Annecy (tout à fait sinistre !), Frank Wright (groupe de free-jazz) passe à 20 h 00.

CAVAILLON

● Le centre d'animation de Cavailon organise ce soir une projection du film *La Brigade*. Unité-cinéma. Le Palace.

CLERMONT

● A la cinémathèque « l'Essai », ce n'est pas la semaine à la carte comme nous l'avons bêtement annoncé hier, par suite d'une mauvaise lecture. On espère qu'on ne vous a quand même pas fait loucher *La Bataille d'Alger* de Pontecorvo, qui était programmé. Sinon, on ne va pas s'en remettre. Un film qui est projeté une fois par an, et encore, quand quelques nostalgiques du « passage de fells » ne viennent pas jeter une grenade dans le ciné qui le passe... Bref, ce soir c'est *Le Chant du départ* de Pascal Aubier.

EZY / EURE

● A 21 h samedi, tous les folklores du coin ont rendez-vous à la Maison des Jeunes. Au programme, une soirée folk hootenanny, avec en deuxième partie, le groupe-jeu-de-mots *Grattons* Labour.

GRENOBLE

● Cette fois, c'est le tour des free-jazz. Rendez-vous à l'angle de la

rue Bayard, au Rio, à 21 heures, pour un concert de X-Tet.

LYON

● Les Lyonnais amateurs de « polars » font une grosse bise aux animateurs du *Cinématographe* en se précipitant à la nuit blanche du film noir qu'ils ont organisée, mais ils déposent leurs armes à l'entrée. A cette condition, ils ont droit de 21 h 30 à l'aube et pour 25 F (petit déjeuner compris !) à un Fuller, un Walsh, un Corman, un Altman et un film-surprise.
● Et le Canut, autre cinéma lyonnais, conserve notre Taupé d'honneur. De façon délibérée, ses responsables ont chargé en catastrophe leur programmation pour passer le *Gloria Mundi* de Papatakis, boycotté par les distributeurs à Paris. (Voir Rouge n° 27 et 28). Tous les jours à 18, 20, 22 h.

MONTPELLIER

● Retourner au bahut le soir ? Pas fou non ? Sauf si ce n'est que pour y fréquenter la salle de théâtre. C'est ce qui arrivera à ceux qui, ce soir à 21 h, iront voir la compagnie du Cabaret vert jouer *Grand peur et misère du III^e Reich* de Brecht dans la salle de théâtre du lycée Joffre.

PERIGUEUX

● Le groupe Afrique australe est actif en diable. Ce soir, à 20 h 30, au foyer Lakanal, il organise une réunion sur le thème Guerre du peuple en Angola,

avec un montage sur le 11 novembre 1975 - jour de l'indépendance. D'autres initiatives sont prévues en mai. On vous tiendra au courant.

REIMS

● Le *Cinématographe*, une association de Toulon, tourne dans plusieurs villes, pour organiser des séances de projection d'un film nommé *Shea stadium*, avec les Beatles. Ce soir, ils sont salle des Cordeliers, à 20 h et 22 h.

ROUEN

● Au théâtre Maxime Gorki de Petit-Quevilly (24 rue Joseph Lebas), ce soir et demain à 20 h 30, le centre dramatique national de Nanterre présente *Monsieur Jean*, une pièce de Roger Vailland.

● A la MJC de Notre-Dame de Gravenchon, pas loin de là, le mime René Quellet présente, à 21 heures, son nouveau spectacle : *Le Fauteuil*.

TOULOUSE

● L'histoire d'un pays où des personnages vivent et racontent avec passion le chaos de leur existence depuis un siècle et mettent ensemble leurs espoirs, leurs certitudes de se réapproprier leur histoire et de la décider ensemble aujourd'hui. Ça, c'est la trame de *Midi-bouge*, la dernière création du Théâtre à emporter (dont on vous parlera plus longtemps un jour). Ils jouent ce soir, et demain à 21 h, à la fabrique, 10 rue St-Charles. L'entrée est à 8 F mais les chômeurs ne paient pas un rond !

● La maison pour tous, à la Haye aux Moines (nouveau Créteil) vous offre à 21 h un Renoir (Jean) : *La règle du jeu*.

BURES

● L'animation sur le thème de l'émigration, qui continue jusqu'au 30 avril, prend un nouveau relief avec les événements actuels dans les foyers Sonacotra. Bonne occasion pour faciliter la mobilisation ! Ce soir, à la MJC intercommunale, à 21 h, c'est un film : *Lettre d'un immigré* (40, rue Charles De Gaulle). Demain, à la maison de quartier des Hautes Plaines, aux Ulis, c'est une pièce de théâtre : *Fais pas le guignol, J'ha*, une pièce conçue collectivement par des Tunisiens, un égyptien et un raton... français.

BOULOGNE-BILLANCOURT

● Qu'on se le dise : *Etron fou*, groupe de pop-folk est à la MJC ce soir, pour 8 francs.

CORBEIL-ESSONNES

● Vous voulez une excellente idée de week-end ? Précipitez vous à la MJC, 45 allée Aristide Briand. Pour 15 F, de 20 h 30 ce soir à 18 h dimanche, vous apprendrez tout sur le dessin animé, le vrai, pas celui des productions Disney. Pink Splash sera là, la sélection du festival d'Annecy aussi et *La planète sauvage*, et *Yellow submarine*, et les films de Mac Laren, de Foldes, de Max Fleisher, etc. N'en jetez plus !

VILLEJUIF

● Vous avez déjà vu Rufus ? S'il reste encore des places, vous pourriez le voir ce soir dans *300 dernières* au Théâtre Romain Rolland. C'est vrai, on vous l'annonce un peu tard. Personne n'est parfait.

BANLIEUE



Interview de Nan Bailey, dirigeante noire de la Young Socialist Alliance (1).

(1) Organisation de jeunesse du Socialist Workers Party

LE « BUSING » VISE A BRISER L'INEGALITE A L'ECOLE QUI PREPARE LES NOIRS AUX EMPLOIS LES PLUS DURS

suite de la page 1

En quoi le problème du « busing » est-il si important ?

Le busing est au centre du combat des Noirs pour l'égalité des droits. Les parents noirs exigent que leurs enfants puissent bénéficier du meilleur enseignement, celui qui est dispensé dans les quartiers Blancs. L'objet du « busing » est de briser l'inégalité qui existe au sein de l'enseignement entre les deux communautés et qui prépare les Noirs aux emplois les plus difficiles et les moins payés.

C'est pourquoi les racistes sont aujourd'hui si virulents. Ils se battent pour maintenir la discrimination raciale et l'inégalité. Leur attaque contre le « busing » est une atteinte à l'un des droits les plus fondamentaux que les Noirs aient jamais obtenus aux Etats-Unis, le droit à l'égalité de l'éducation.

Si le mouvement noir et ses alliés n'arrivent pas à défendre ce droit avec succès, la lutte pour l'égalité des droits, sur d'autres fronts, sera extrêmement compromise.

Le gouvernement a très bien compris les répercussions qu'aurait une victoire du Mouvement Noir. Car ce qui est en cause au travers de la lutte pour l'égalité des droits, ce n'est pas seulement l'élimination des inégalités entre Noirs et Blancs, mais aussi l'élimination de la division entre les classes au sein de cette société. Et la bourgeoisie sait parfaitement que chaque victoire du Mouvement Noir contre le racisme dans l'éducation aura de larges répercussions dans un grand nombre d'autres domaines, tels que ceux de l'emploi, de l'accès aux universités, le logement, etc. Et que les travailleurs, inspirés par cet exemple, pourraient se joindre à leurs revendications et exiger à leur tour, de meilleures conditions de travail, une meilleure politique du logement ou de l'éducation.

Le « busing » permet-il de résoudre le problème de l'inégalité dans l'éducation entre Noirs et Blancs ?

Non, effectivement, le « busing »



La police et l'armée pour protéger des bus contre les violences racistes

n'est pas une solution globale au problème de l'inégalité au sein du même système scolaire entre Noirs et Blancs. Il ne permet de résoudre qu'un seul aspect du problème : le refoulement des Noirs dans les plus mauvaises écoles.

Les Noirs n'ont pas seulement droit d'accéder aux mêmes écoles que les Blancs, ils ont droit aussi d'y être traités de la même façon que les Blancs, de ne pas y subir de permanence les violences racistes. Ce droit ne sera pas offert gracieusement par des directeurs d'écoles ségrégationnistes, et il faudra se battre pour l'obtenir. Pourtant cette lutte n'aura même pas le temps de commencer si l'on obtient pas d'abord le droit, pour les Noirs d'accéder à l'école de leur choix.

Mais pourquoi la communauté noire ne se bat-elle pas pour instaurer son contrôle sur les écoles noires, plutôt que de chercher à envoyer ses enfants dans des écoles contrôlées par les Blancs ?

Chaque école aux Etats-Unis est fondamentalement une école contrôlée par les Blancs. Même les écoles publiques où tous les élèves, tous les enseignants, tous les membres de l'administration sont noirs, sont des écoles contrôlées par les Blancs. Car le vrai contrôle est entre

les mains de ces banquiers ou ces hommes d'affaires Blancs qui dirigent nos villes par le biais des politiciens, qu'ils soient Démocrates ou Républicains.

1 La lutte pour l'égalité des droits au sein de l'institution scolaire a pris différentes formes au cours de ces dernières années. L'une d'entre-elles a été justement, la lutte pour le contrôle des Noirs sur leurs écoles. Le combat pour le « busing » en est une autre. Toutes deux sont partie intégrante du combat qui se mène pour tenter de briser la ségrégation raciale dans l'enseignement. Ces deux formes de lutte sont absolument compatibles et ne doivent pas être opposées.

Pourquoi ne pas développer votre effort dans le sens d'une meilleure éducation pour tous ?

L'égalité et la qualité de l'éducation sont deux questions importantes mais qui nécessitent deux réponses séparées. En ce qui concerne le niveau général de l'enseignement, il est nécessaire en effet, d'exiger son amélioration afin que chacun obtienne la meilleure éducation possible. Mais cela ne doit pas nous empêcher de nous battre pour que les Noirs puissent bénéficier dès aujourd'hui des mêmes facilités, des mêmes avantages que ceux dont bénéficient les Blancs dans leurs écoles.

Après la visite de Marie-Josée et M^e Dissler

ROLAND AGRET VA VERS LA MORT !

Soyez nombreux ce soir à Paris au meeting de solidarité avec Roland Agret. A 20 h, salle de l'Ageca, 177 rue de Charonne.

Marie-Josée Agret et maître Jean Dissler se sont rendus hier auprès de Roland Agret à la prison des Baumettes. L'état physique de Roland est plus qu'alarmant : il est maintenant au bloc opératoire d'urgence de la prison. Mais il refuse toute perfusion. D'une voix à peine audible, il a transmis un message qui, selon M^e Dissler est un véritable testament.

« Je n'ai face à l'injustice que ma vie à mettre en jeu ; que rien ne retombe sur l'administration pénitentiaire, ni sur l'encadrement médical, quoi qu'il arrive. J'accuse ceux qui ont le pouvoir et le devoir d'éviter la pire issue et remercie ceux qui m'ont écrit. Je leur demande pardon de continuer, mais je sois acculé à mettre ma vie dans la balance. Cette fois, je ne dois rien mais je dresse le solde débiteur de plus de cinq années de souffrance. S'apprêter à mourir quand on veut vivre, c'est dur ».

Au même moment, Giscard interrogé pendant sa conférence de presse aligne des phrases. Le premier magistrat du pays, c'est signifiant, raisonne exclusivement sur le plan « humain ». Selon lui, l'enquête qui a eu lieu a été « correcte ». Mais de son

propre aveu, il a fallu quatre mois pour interroger 25 personnes, la dernière personne impliquée sera interrogée ce matin. Outre l'aspect humain, c'est de cela qu'il s'agit. Giscard ne dit pas la vérité quand il prétend que l'enquête en révision n'était justifiée que depuis janvier 1976. C'est en juillet 75 qu'elle aurait dû commencer. Roland peut, d'un instant à l'autre tomber dans le coma. Son état de santé interdit pratiquement toute perfusion. On ne sauvera pas la vie de Roland malgré lui. Considérant la gravité de la situation Marie Josée Agret et maître Dissler ont envoyé un télégramme au président de la République après leur visite à Agret.

SI, ON MEURT DE FAIM DANS LES PRISONS

L'administration de la prison des Baumettes a publié un communiqué laissant entendre que l'état de santé de Roland Agret n'était pas aussi alarmant que son avocat voulait bien le dire et affirmant que si cet état de santé devenait vraiment alarmant, Agret serait transféré dans un hôpital et recevrait tous les soins nécessaires... Sous entendre : on ne meurs pas de faim dans les prisons françaises. Mensonge ! Le 25 mars dernier, Auguste Granvillemain est mort d'épuisement à Fresnes. Il poursuivait une longue grève de la faim qui avait nécessité son transfert de la prison de Toulouse à Paris. Il est mort. Alors, pourquoi pas Agret ?

19 h. Nous venons d'apprendre que Roland Agret a été transporté à l'hôpital civil de Marseille. Cela signifie que son état s'est très aggravé et qu'il peut mourir à tout moment.

« Madame Agret et moi-même venons de rendre visite à Mr Agret. Malgré nos explications et la tentative désespérée de son épouse de vaincre sa détermination, il a décidé d'aller vers la mort. Compte-tenu des délais de l'enquête sur les informations que vous venez de donner, nous vous demandons solennellement d'utiliser le droit de grâce, avant qu'il ne soit trop tard ».

Qu'est-il possible de faire pour protéger les écoliers et les étudiants noirs contre les violences racistes ?

Il faut contraindre le gouvernement à imposer le respect de la loi contre la ségrégation raciale. Au besoin en demandant d'utiliser la force, qu'il s'agisse de celle de la police ou des troupes fédérales.

Mais c'est seulement sous la pression des masses que le gouvernement prendra enfin cette revendication au sérieux. A l'automne 1974, au moment où le « busing » a été pour la première fois imposé à Boston, les étudiants noirs étaient l'objet d'attaques physiques permanentes. Les représentants de la communauté noire demandèrent à la ville d'assurer leur protection mais la ville ne fit rien.

La communauté noire demanda alors au gouverneur de l'Etat d'envoyer la Garde Nationale et au président Ford de dépêcher des troupes fédérales pour protéger les étudiants. Tous deux refusèrent.

La communauté noire refusa de rester plus longtemps passive devant le déchaînement de la violence et entrepris, avec ses alliés, de passer à l'action. Le 14 décembre 1974 et à nouveau le 17 mai 1975, des milliers de personnes effectuaient une marche sur Boston pour exiger la fin des violences racistes et la réalisation effective du « busing ».

Après quelques manifestations d'impatience au sein de la communauté noire, les représentants du gouvernement commencèrent à craindre que les Noirs ne se décident à assurer leur auto-défense et à répondre comme il se doit à la violence raciste. Aussi, dès l'ouverture des écoles et des universités à l'automne dernier, le gouvernement prit les mesures qui s'imposaient et deux mille policiers assurèrent la sécurité des bus pendant le transport des élèves. Pendant quelques semaines, il n'y eut pour ainsi dire plus d'incident.

Mais la communauté noire a aussi le droit de prendre en charge sa propre défense contre les attaques racistes. L'auto-défense est un droit fondamental. L'histoire des Droits civiques et du Pouvoir noir sont là pour en témoigner. L'expérience a montré que les actions d'auto-défense sont plus efficaces lorsqu'elles s'appuient sur une mobilisation de masse.

A la suite d'une réunion du comité de soutien à Roland Agret, une cinquantaine de militants ont occupé mercredi soir le Palais de Justice de Nîmes. Après avoir occupé pendant deux heures et alors qu'ils s'apprêtaient à passer la nuit, ils ont été délogés par la police. Le comité prévoit une nouvelle manifestation vendredi soir devant le Palais de Justice.

20 000 LYCEENS ET COLLEGIENS DANS LA RUE

Dès 14 heures, les premières délégations se regroupent sur la place de la Nation. D'abord les collégiens, puis le cortège des lycéens. La manif (20 000 personnes environ) s'ébranle à 15 h 30. La plupart des délégations de bahuts ont confectionné des banderoles. Une manifestation combative, chaleureuse et joyeuse. Dans les boulevards où elles s'écoulaient, la plupart des commerçants ont fermé rideau. Place de la République, quelques membres de la direction de la Fédération de Paris des PME, protégés par trois individus aux allures de barbouzes, tentent de discuter avec des manifestants. Dialogue impossible : « Si personne ne nous aide, déclarent-ils, si la police ne fait rien pour nous défendre, nous sommes décidés à former des milices. Aujourd'hui, nous ne sommes que 200 sur le parcours de la manifestation pour observer ; demain, nous pourrions être des dizaines de milliers. »

La police avait dit au collectif lycéen qu'elle se montrerait discrète, elle a pourtant multiplié les provocations, apparaissant dans des petites rues, en bloquant d'autres dès 15 h 45. Mais le cortège passe, indifférent, devant les CRS casqués, visières baissées, fusils lance-grenade chargés. La tête de manif arrive gare de l'Est vers 16 h. Après les prises de parole des collectifs lycéen et collégien appelant aux forums de demain à Jussieu, la manif se disperse lentement. Il n'y a pas eu une vitrine brisée malgré l'évidente mauvaise volonté policière.

INFOS CET-LYCEES

Bourg-en-Bresse : 4 lycées, un CET en grève. **Agen** : un lycée, un LT et CET en grève. **Lyon** : un lycée en grève. **Bourges** : grève de plusieurs lycées, CET et collège agricole. **Marseille** : grève au lycée Nord, 1500 en manif hier. **Clermont** : 4 lycées en grève, deux CET, 1 LT hier en manif de 1500 env. **Dijon** : un lycée en grève. **Le Mans** : 6 bahuts en grève, manif de 2500 lycéens. **Nantes** : 8 bahuts en grève, 2000 dans la rue hier. **Rennes** : 2 lycées en grève. **Région parisienne** : Lycée Claude Monet : grève, occupation de la salle de documentation pour imprimer les décrets Haby 19°-20° : CET Potain et Jacquart toujours en grève. **A Bergson**, 20 élèves qui avaient appelé à la grève ont été expulsés manu-militari par l'administration. **Sarcelles** : Lycée en grève. **Argenteuil** : manif hier de 700 lycéens et collégiens. Grève au lycée Buffon du XV^e arrondissement. **Cachan et Fresnes** : Lycée en grève manif à 1 500 vers ANPE d'Anthony.

Radio-Facs : A Bordeaux, la coordination de facs en grève a décidé le 21 avril de détourner à nouveau la RN10. Hier à 16 heures ils étaient 3000 à la barrer, protégés par un service d'ordre mis en place en AG, casqués et 400 flics ont chargé violemment. La manif s'est repliée sur un Lycée Technique proche. **Lacrymos** contre cailloux et bouillons. Les flics ont investis le lycée, pourchassant les étudiants. **Assas** : Assemblée générale à l'appel du comité de lutte anti-fasciste aujourd'hui au Panthéon, à 12 heures. **Nancy** : forum des luttes hier avec la CGT, la CFDT, groupes femmes travailleuses, le SNESup et le SGEN. **Le collectif CET parisien** appelle à un forum CET en lutte à Jussieu aujourd'hui à 14 heures sur le thème : « Quelles perspectives pour nos luttes ? ».

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°.....

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plus fermés, écrire au journal).